

# Révolution 8 Internationale

Paraît tous les deux mois

MARS-AVRIL 74



LEÇONS DE

LA LUTTE DES

OUVRIERS ANGLAIS

PERIODE DE

TRANSITION (suite)

MISERE DE

L'INVARIANCE

SOMMES-NOUS

SECTAIRES ?

Pour tout renseignement, correspondance:  
écrire :

## REVOLUTION INTERNATIONALE

B.P. 219

75 827 PARIS CEDEX 17

### ABONNEMENTS ET VERSEMENTS :

R. Camoin CCP 71443 Marseille

ABONNEMENTS: 5 numéros et 5 bulletins 25 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 40F

### INTERNATIONALISM

P.O BOX 961, MANHATTANVILLE STATION  
365 WEST, 125 STREET, NEW YORK, N.Y. 10021

### WORLD REVOLUTION

ÉCRIRE AU NOM DE  
C. DEMING - 13 QUEENS GARDEN  
LONDON

### WORKERS ' VOICE

72 PARK ROAD SOUTH  
BIRKENHEAD CHESHIRE  
ANGLETERRE

Directeur: C. Giné

N° C. P. : 54267

Ed. SYROS 9 Rue Borromée, PARIS

# SOMMAIRE

## LEÇONS DE LA LUTTE DES OUVRIERS

### ANGLAIS..... 1

Chute de la combativité ouvrière  
en Grande-Bretagne / Poids du  
passé / Usure du syndicalisme /  
Lien entre lutte revendicative  
et lutte révolutionnaire

### MISERE DE L'INVARIANCE ..... 10

Les derniers errements du PCI  
("Le Prolétaire") sur le Proche-  
Orient et le Chili / A travers  
quelques écrits sur ces ques-  
tions, illustration de la dégé-  
nèrescence des épigones de la  
gauche italienne / Mythe de l'in-  
variance / Positions antiproléta-  
riennes qui en découlent

### SOMMES-NOUS SECTAIRES ?..... 17

Ce ne sont ni la composition so-  
ciale, ni l'usage de la violence  
ni la "sincérité" des militants  
qui définissent une organisation  
prolétarienne / Le vrai critère  
est la défense des intérêts his-  
toriques de la classe / L'intran-  
sigeance de classe à l'égard des  
organisations contre-révolution-  
naires n'est pas du sectarisme /  
Le sectarisme caractérise précé-  
sément ces organisations en ce  
qu'elles s'opposent au mouvement  
réel de la société : la révolu-  
tion communiste

## LA PERIODE DE TRANSITION

### (deuxième partie)..... 27

Immaturité des conditions pour  
la révolution communiste au XIX<sup>e</sup>  
siècle / Déviations de Marx sous  
la pression des conditions objec-  
tives / Tentative de critique  
des bons du travail, de l'état-  
isme ainsi que de la vision  
"inter-nationale" de la révolu-  
tion

### REUNIONS OUVERTES..... 46

La décadence / Le capitalisme  
d'Etat

# LEÇONS DE LA LUTTE

## DES OUVRIERS ANGLAIS

Depuis que la crise générale a frappé le capital anglais, particulièrement vulnérable, les ouvriers ont réagi par une lutte pratiquement ininterrompue à l'attaque contre leurs conditions d'existence. Depuis 1966-1967, pas une branche, pas une catégorie, pas une grande entreprise qui n'ait, à plusieurs reprises, engagé la bataille et mené des grèves longues et dures. Les conflits ont succédé aux conflits, désorganisant la production, jetant la consternation dans la classe dominante, aggravant la situation du capital national, faisant pousser des cris effarouchés à la presse. Ce n'est pas la combativité et la confiance en sa force qui ont fait défaut à la première fraction du prolétariat des pays avancés à subir les effets de la crise.

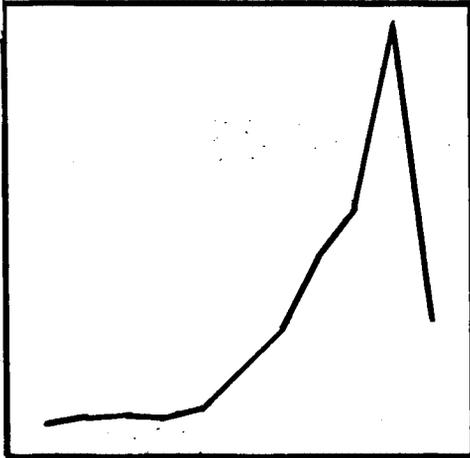
Cette vague de luttes revendicatives semblait sans fin et susceptible de se transformer graduellement en un processus d'unification révolutionnaire. Au plus fort de la marée (1972), les occupations d'usines tendaient à devenir pratique courante, les piquets volants indiquaient la perspective d'un dépassement du corporatisme. Dix mille ouvriers de la métallurgie s'unissaient aux mineurs pour remporter une mémorable bataille contre la police à Birmingham, et, cinq mois plus tard, une manifestation de masse, qui risquait de faire tâche d'huile, imposait la libération des dockers emprisonnés. A de tels moments, la lutte change de nature et devient une affirmation qui porte en elle-même un mouvement d'unification et de dépassement révolutionnaire, qui tend

vers un affrontement de classe. Le capital le savait, il a reculé. Après ces deux victoires, un souffle parcourait les usines du pays : tout était-il possible ?

En fait, ces succès spectaculaires masquaient un épuisement des luttes revendicatives. Elles sont restées le point le plus haut atteint dans la première phase de réaction du prolétariat à l'attaque du capital. L'accélération de la crise à la fin de 1973, loin de porter la lutte à un niveau supérieur, a trouvé une classe ouvrière craintive, hésitante, désorientée et s'accrochant à ses illusions syndicalistes et électoralistes. Les ouvriers ont, à l'heure actuelle, peur de la crise, peur de lutter. Ils acceptent passivement des accords de salaires de 10 % au maximum (hausse des prix : 20 %). Les amputations de salaires dues à la semaine de trois jours n'ont pas provoqué de réaction significative. Au moment où tout laissait présager une flambée de luttes, les travailleurs se sont repliés dans un lourd silence. Au moment où la grève des mineurs semblait le prélude à une offensive générale, elle a été étouffée, isolée et, nous le verrons, utilisée par le capital. Au moment où le cynisme affiché par les ouvriers depuis des années envers le Labour laissait prévoir des absentions massives, et alors que le caractère anti-ouvrier des élections était manifeste, les prolétaires sont allés aux urnes. Les rares révolutionnaires qui dénonçaient la farce ont été accueillis avec hostilité.

Comment expliquer ce reflux ? La

classe est-elle défaite au moment où la crise cesse d'être une menace pour devenir une réalité tangible ? Les luttes menées de 1966 à 1972 l'ont-elles été pour rien ? Que signifie ce graphique éloquent ?



1963	1 750 000
1964	2 280 000
1965	2 930 000
1966	2 400 000
1967	2 790 000
1968	4 700 000
1969	6 850 000
1970	10 980 000
1971	13 551 000
1972	23 910 000
1973	7 170 000

Nombre de jours de grève (non inclus les grèves de moins de un jour, de moins de 100 ouvriers et les grèves politiques).

Ce ne sont certainement pas les apologistes du syndicalisme ni les brail-lards usinistes d'International Socialism, de Lutte Ouvrière ou de Potere Operaio qui pourront expliquer cette situation. Par contre, nous pensons que notre vision reçoit une illustration en Angleterre : impasse des luttes partielles, impossibilité du réformisme, nécessité d'un saut qualitatif vers l'unification révolutionnaire de la classe. C'est cette vision qui nous avait permis d'écrire, en juin 1973 :

"Dans les pays à forte tradition réformiste (USA, GB, Australie), la lutte a revêtu jusqu'ici un caractère de montée relativement continue. Mais l'échec des luttes trade-unionistes, qui est la cause du recul actuel dans ces pays, pourrait bien remettre en cause ce schéma." (R.I., n° 4, page 3)

L'Angleterre ne nous intéresse pas

en elle-même, mais, par-delà ses aspects spécifiques, elle est un exemple particulièrement significatif du type de processus que devra parcourir le mouvement à l'échelle mondiale. L'Angleterre est un pays hyper-industrialisé, où le prolétariat représente la majorité de la population. Elle est frappée de plein fouet par la crise. Les syndicats y sont très forts, puissants, et regroupent la grande majorité des travailleurs. Elle est le pays des shop-stewards, délégués d'atelier élus et révocables à tout moment, dont les gauchistes voudraient nous faire croire qu'ils constitueraient une "meilleure forme" de syndicalisme, plus "près de la base" (\*).

Et, dans ce paradis du trade-unionisme et de la démocratie d'atelier, après six ans de lutte intense, les travailleurs se replient en silence, élisent ceux qui avaient commencé l'attaque contre eux et acceptent passivement une réduction de leur pouvoir d'achat. Nous allons tenter d'expliquer pourquoi et montrer en quoi l'Angleterre est la condamnation la plus claire de l'économisme, des illusions réformistes, du syndicalisme et des mystifications de gauche et gauchistes à cet égard.

Il faut nous expliquer tout de suite, pour écarter toute ambiguïté. Nous savons que les luttes immédiates sont nécessaires. Nous sommes parfaitement conscients que la classe devra faire et refaire l'expérience pratique de l'impossibilité du réformisme. Mais cette expérience, quelle forge de façon moléculaire, à travers un long processus de maturation, ne porte la possibilité d'un dépassement révolutionnaire, de sa négation, et de sa transcendance, que si la classe saisit la signification de ses échecs, de ses revers. C'est le rôle des révolutionnaires, non de semer des illusions et de figer la lutte à ce stade en en faisant l'apologie, mais d'accélérer cette compréhension. Car la conscience de ce que le prolétariat sera historiquement contraint de faire est d'ores et déjà une partie intégrante de la pratique de la classe et de-

(\* Le rapport Donovan sur les relations industrielles (1966) partage l'enthousiasme des gauchistes sur les délégués d'atelier. Ce rapport, véritable manuel pour capitalistes intelligents, les qualifie de "lubrifiant indispensable pour la bonne marche de la production", précisément parce qu'ils sont "démocratiques" et "près de la base".

vra le devenir de plus en plus.

## LE POIDS DU PASSE

Les hommes ne bouleversent leurs rapports sociaux que lorsqu'ils ont épuisé toutes les possibilités de les rafistoler. Face à une transformation des conditions au sein desquelles ils agissent, ils tendent d'abord à réagir de façon conservatrice. La classe révolutionnaire tente d'utiliser toutes les armes qui lui ont permis de vivre dans l'ancienne société ; elle s'obstine à vouloir revenir en arrière, jusqu'au moment où la nécessité la contraint à rompre de façon radicale avec sa pratique révolue. La révolution naît précisément au moment où l'écart entre, d'une part, les conditions nouvelles et, d'autre part, la pratique et les idées anciennes, devient intolérable. Plus l'écart est grand et plus la révolution se présente comme un cataclysme, un renversement violent, soudain, apparemment inexplicable, des tendances. Comme l'a bien vu Trotsky dans sa préface à l'"Histoire de la révolution russe", la nécessité de la révolution provient du conservatisme de la conscience et de la pratique humaines, et non de leur souplesse. Il n'y a pas adaptation pacifique et évolutive au développement des forces productives, mais résistance, réaction, crise — et donc nécessité d'un renversement brutal et révolutionnaire du cours social. Le conservatisme, qui ne dépérira que dans le communisme, plonge ses racines dans la domination des hommes par leurs propres rapports sociaux. La façon dont ils s'organisent à un moment donné pour produire se présente à eux comme une réalité naturelle, invariable, institutionnalisée. La ténacité avec laquelle les hommes perpétuent les rapports sociaux périmés, au risque de remettre en cause l'existence même de la société, exprime l'incapacité d'une humanité non encore unifiée de diriger sa propre autotransformation de façon créatrice et pacifique, en harmonie avec la transformation de ses conditions matérielles de reproduction.

Tant qu'existera une société déchirée

en classes, aucune classe n'échappera à cette loi. Le prolétariat, classe de sans-réserves, n'ayant ni propriété, ni culture, ni "idéologie" particulière (au sens où l'ont les classes qui poursuivent un but propre : dominer la société) est, plus qu'une quelconque autre classe, soumis au conservatisme. Réduit à une collection d'individus sans autre communauté que leur opposition irréductible au capital, plongé dans une insécurité permanente, il subit l'exploitation la plus déshumanisante. C'est pourquoi, dans des conditions "normales", il est une classe profondément inerte, qui tend à reproduire obstinément la pratique qui, par le passé, lui a permis d'aménager sa survie. La classe ouvrière n'a rien ; il lui faut donc s'accrocher à l'illusion qu'il y a, à l'intérieur de la société et dans sa situation de classe exploitée, des organes, des institutions, des formes de pression qui constituent une garantie contre la déchéance et la misère : syndicats, négociations, grèves revendicatives, solidarité corporatiste, lois, "démocratie", partis "ouvriers", etc. Cette illusion se nourrit du passé, de l'époque où ces moyens ont réellement permis d'aménager relativement la vie de la classe. Aujourd'hui, c'est par peur de couper le cordon ombilical avec cette époque que les travailleurs se laissent mystifier.

Mais, au même moment, par sa position dans les rapports de production, sa concentration, sa dépossession totale, lorsque les conditions le contraignent à agir, il apparaît soudain comme la classe la plus révolutionnaire, la plus audacieuse, la plus créatrice de l'Histoire, celle qui ne peut s'arrêter en chemin, car elle ne peut cesser de lutter que lorsqu'elle a créé une communauté humaine. Cette contradiction conservatisme-radicalisme, ni les ouvriéristes, qui attribuent aux ouvriers individuels en permanence des vertus révolutionnaires, ni ceux qui nient la capacité révolutionnaire du prolétariat ne la comprennent. "Le prolétariat sera révolutionnaire ou ne sera rien", disait Marx. On cite souvent cette phrase, mais on ne voit pas que cela implique que la rupture avec le conservatisme est mille fois plus difficile pour les ouvriers que pour les autres classes, précisément parce que, une fois commencée, elle est contrainte de devenir mille fois plus radicale et profonde.

Plus que toute autre fraction du prolétariat mondial, les ouvriers anglais sont entrés dans la période historique de la révolution enfermés dans le corset de fer des illusions réformistes. Le trade-unionisme, l'électoratisme et la perception de la lutte de classe comme l'affirmation du travail salarié au sein de la nation, en harmonie avec le capital, n'ont jamais été sérieusement ébranlés, même au cours des années 1920. Pendant des dizaines d'années, depuis 1850, cette idéologie avait pris racine dans les luttes réelles de la classe et dans les conquêtes réelles que celle-ci avait pu arracher au capitalisme le plus puissant et le plus riche du monde. Pendant plus d'un siècle, les ouvriers avaient obtenu des droits politiques, une certaine sécurité, la journée de dix heures, des institutions pour réagir aux abus les plus flagrants du capital.

La première guerre mondiale et la crise révolutionnaire qui a suivi ont constitué une rupture trop soudaine pour être assimilée. En quelques années, la réalité criait aux travailleurs : "Ce que vous avez créé par vos efforts inouïs a fait son temps et devient la pire des entraves. Vous n'avez pas de "conquêtes", pas d'"institutions", pas d'organisations permanentes, pas de place dans la nation. Vous êtes seuls et vous devez vous affronter aux syndicats et au Labour Party que vous avez construits." Seuls, quelques centaines de communistes de gauche, autour de Sylvia Pankhurst, ont commencé confusément à le comprendre. Mais pour la classe dans son ensemble, le saut était trop difficile.

D'où la suite : défaite (1920-1926), crise et misère, effondrement des conquêtes antérieures et mobilisation dans la guerre. Au cours de cette période, toutes les organisations "ouvrières", du Labour aux shop-stewards, révélèrent clairement leur fonction d'appendices du capital. Voilà l'expérience que dut parcourir la classe, ici peut-être encore plus qu'ailleurs. Même s'il s'agit d'une expérience surtout négative, elle a ébranlé en profondeur la conviction des ouvriers de pouvoir améliorer durablement leur condition.

La reprise de l'économie capitaliste

de 1950-1965 a créé une situation complexe et hybride. Sur une toile de fond générale propre à la décadence du système (impossibilité de grandes réformes qualitatives, intégration Etat-syndicats, intervention de l'Etat dans les conflits, etc.) s'est greffé une conjoncture où des gains de salaires appréciables et une résistance partielle à la rationalisation étaient possibles. L'amélioration conjoncturelle pour le capitalisme permettait d'obtenir certains aménagements pour la classe ouvrière, mais la situation historique du capital ne permettait pas des luttes réformistes générales d'envergure. Les ouvriers n'avaient plus confiance dans la lutte d'ensemble (la défaite de 1926 reste un souvenir vivace), mais ils saisirent qu'ils pouvaient, par des luttes locales, limitées, corporatistes, et en s'appuyant sur l'institution des shop-stewards, pressurer des gains, principalement autour des taux de travail aux pièces, du boni, des conditions de travail (négociés par atelier). Ce fut l'âge d'or du militantisme d'atelier, l'illusion du petit groupe compact et solidaire autour de son shop-steward. Ce sursaut dégénéré du syndicalisme se produisit sur un fond d'agonie des syndicats. Au moment même où cette fragmentation corporatiste battait son plein, les branches syndicales et le Labour Party achevaient de devenir des appareils squelettiques sans aucune vie. C'est là une indication que cette phase de syndicalisme de section, particulariste, qui n'a obtenu de succès que pour les travailleurs les mieux placés, ne peut être comparée au syndicalisme du siècle passé.

Pendant cette période, les shop-stewards ont pu présenter l'apparence d'une indépendance à l'égard de l'appareil syndical. Beaucoup de grèves étaient sauvages ("unofficiel"), non parce qu'antisyndicales, mais parce que les shop-stewards ne prévenaient même pas l'appareil.

Mais nous allons voir comment l'entrée à nouveau dans la crise a surpris la classe, engoncée dans le corporatisme et les illusions syndicalistes. Mais cette fois, contrairement aux années 1920, le déroulement progressif de la crise permet au prolétariat de rompre, à travers une longue maturation et des expériences répétées, avec le conservatisme et les institutions qui le cimentent.

1966-1972: L'USURE DU

## SYNDICALISME

Dès que la crise a contraint la classe dominante à attaquer les positions acquises par les travailleurs au cours de la période de reconstruction, le localisme est devenu le talon d'Achille de la classe. L'étroitesse corporatiste, le crétinisme réformiste ont été dépouillés de leur vernis d'"efficacité" à court terme et se sont révélés une arme du capital. Les shop-stewards ont dévoilé leur fonction capitaliste d'encadrement de la force de travail.

Pour resserrer son contrôle sur les ouvriers et entamer leurs dérisoires gains, la bourgeoisie a précisément utilisé ce qui avait fait la force apparente du mouvement au cours du boom. Cette attaque s'est déployée sur deux fronts complémentaires : accords de productivité et contrôle des salaires.

Les trotskystes d'International Socialism ont voulu voir dans les accords de productivité une "attaque contre les shop-stewards". Il est vrai qu'en remplaçant le travail aux pièces, négocié par atelier, par une détermination "scientifique" et "mesurée" du rythme de travail, négocié par la branche syndicale au niveau de l'entreprise, la classe capitaliste a sapé irrémédiablement la base de l'illusoire pouvoir local et l'autonomie formelle des délégués d'atelier (\*). Mais cela, elle l'a accompli avec la collaboration des shop-stewards, qui ont été les premiers à faire avaler la mesure à leur "base" contre de la monnaie de singe ; elle l'a accompli grâce à la mentalité étroite et bornée dont les délégués étaient l'expression institutionnalisée. Elle n'a fait que supprimer cet anachronisme intolérable que constituait une illusion de "contrôle" sur les condi-

tions de travail et d'indépendance (\*\*) des délégués, pour les remplacer par l'intégration ouverte et la transformation des stewards en flics avérés du capital. Résultat : désarroi des travailleurs privés de leurs moyens d'action traditionnels et désorientés par la collaboration de plus en plus ouverte de "leurs hommes" avec les patrons. Le prix : augmentation de l'exploitation, de l'intensité du travail et impuissance des travailleurs face à la "rationalisation".

L'attaque sur les salaires a été plus difficile. Très longtemps, l'issue a été incertaine et il a fallu des années pour corroder la résistance de la classe. La série de défaites qui se sont accumulées depuis l'été 1972 (hôpitaux, gaz, bâtiment, etc.) ont finalement fait pencher la balance. Les travailleurs se sont bel et bien battus, mais au jeu "capital et Etat contre catégories d'ouvriers isolés", c'est le capital et son Etat qui devaient l'emporter. Contrairement à ce que pensaient les travailleurs, la force de la classe ne réside ni dans l'esprit de corps de chaque métier ou de chaque usine, ni dans la capacité de petits groupes de bloquer la production, ni dans la grève "dure", mais dans la possibilité de s'unir sur le terrain social global (politique) face au capital et à l'Etat. Fragmentés en petits groupes combattifs mais imbus d'égoïsme particulariste, enchaînés à leurs illusions syndicalistes, rivaux aux shop-stewards, les ouvriers se sont heurtés aveuglément à un capital solidement défendu par l'Etat et ont fini par user leur potentiel de lutte.

"Maintenant, nous pouvons comprendre pourquoi il y a un apaisement dans la lutte salariale : les ouvriers sont confrontés à l'Etat, et les organisations traditionnelles (syndicats, comités de shop-stewards) sont soit directement contre eux, soit complètement inutilisables comme véhicules de la lutte de classe. Le trade-unionisme est si profondément

(\*) International Socialism a été jusqu'à défendre le travail aux pièces comme "moindre mal".

(\*\*) Ce n'est bien sûr qu'une illusion. Dès que les choses devenaient sérieuses, les shop-stewards se montraient pour ce qu'ils étaient (1914-1918, 1920-1926, 1939-1945, etc.).

"enraciné dans la classe ouvrière  
 "de ce pays ... que la classe tente  
 "encore de lutter de l'ancienne ma-  
 "nière, en reproduisant les divi-  
 "sions corporatistes créées par le  
 "capitalisme et que les syndicats  
 "maintiennent : l'usine, l'atelier,  
 "le métier, la branche d'industrie.  
 "C'est pourquoi la plupart des ca-  
 "tégories d'ouvriers qui entrent en  
 "lutte se trouvent isolés et se ren-  
 "dent compte qu'ils ne peuvent pas  
 "gagner. Alors, ils décident de ré-  
 "duire leurs pertes et de retourner  
 "au travail."

(Workers' Voice, février 1974)

C'est à partir de cette impuissance des travailleurs qu'on peut expliquer l'isolement et l'utilisation de la grève des mineurs.

Les mineurs ont obtenu satisfaction, mais leur grève a été utilisée par les partis et les syndicats pour préparer l'avenir. Cette opération est intéressante parce qu'elle montre que le capital est conscient qu'il ne peut se heurter à la classe de front, et qu'il lui faut donc clouer les luttes sur un terrain corporatiste, fragmentaire et institutionnalisé. A travers la comédie des "commissions de salaires", "commissions de relativités", on a créé une atmosphère totalitaire, où toute catégorie doit se justifier en faisant valoir qu'elle est un cas particulier. En venant témoigner du bien-fondé "relatif" des revendications des mineurs, "lésés" par rapport aux autres, les syndicats ont clairement indiqué qu'ils sont et seront les gardiens du consensus national suivant : l'intérêt national exige que la masse salariale soit fixée par un accord Etat-syndicats. Pour poser une revendication, il faut démontrer qu'on a un cas spécial à faire valoir (spécial, soit parce qu'on a été défavorisé, soit parce que l'intérêt du pays justifie les demandes). Partager la misère entre les groupes concurrents d'ouvriers, voilà l'honorable tâche qui leur est dévolue.

Les capitalistes savent bien que les "commissions" sont des châteaux de cartes qui s'effondrent à la première lutte sérieuse. Par contre, ils savent aussi qu'ils créent une atmosphère où la moindre lutte

sérieuse sera traitée d'"antipatriotique", de "dématurée" et, surtout, ils jouent à fond la carte du corporatisme, qui est, à l'heure actuelle, leur arme la plus forte.

L'autre face de la médaille, c'est évidemment qu'à force d'utiliser le corporatisme contre les ouvriers, ils pousseront inévitablement les ouvriers à se révolter contre le corporatisme.

C'est la dynamique révolutionnaire potentielle qui donne son sens aux luttes revendicatives et à leur échec inévitable en général. En infligeant échec sur échec au trade-unionisme, le capital prépare les conditions du dépassement des divisions et de l'atomisation qui permettent aux syndicats d'encadrer le prolétariat. La lutte de la classe-en-soi (addition de catégories) forge les conditions objectives et subjectives pour le passage à la classe révolutionnaire qui balayera le poids du passé. Il y a des défaites fécondes en ce qu'elles mettent à nu les institutions contre-révolutionnaires et sapent la crédibilité du réformisme.

C'est également l'absence de perspectives immédiates de lutte et l'essoufflement de la combativité qui forment la toile de fond de la participation massive des ouvriers aux élections derrière le Labour. L'inquiétude profonde et l'incertitude face à la crise ont fait réémerger avec virulence les vieux préjugés électoraux et les illusions. Il est vrai que personne n'attend du frétillant Wilson des améliorations. D'ailleurs, il ne les promet même pas. Mais les ouvriers ressentent, après tant d'échecs amers, la nécessité de croire qu'il y a quand même, dans la société, une force qui limite les dégâts et qui les protège contre les pires effets de la crise.

Mais, là encore, la lutte de classe aura contraint le capital à utiliser les illusions électoralistes des prolétaires contre eux, et, avec l'approfondissement de la crise le rejet de ces illusions en sera facilité.

C'est ainsi, à travers la lutte prolétarienne, la pratique de la classe, que s'infiltreront les leçons qui, silencieusement et de façon moléculaire, se cristallisent dans sa conscience et permettront aux surgis-

sements futurs de se faire sur une base qualitativement supérieure.

## LUTTE REVENDICATIVE

ET

## LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE

En Grande-Bretagne, comme ailleurs, derrière les hésitations, les coups de boutoir, les replis de la classe, se dessine l'immensité du saut à accomplir d'une catégorie qui tente d'aménager son exploitation à une classe qui devra détruire l'exploitation. Ce saut n'est pas un phénomène futur sans lien avec le présent, il sera à la fois le résultat et la négation des mouvements actuels.

Ce qu'il faut, c'est saisir la nature du lien entre luttes revendicatives, à l'intérieur du système, et luttes révolutionnaires, contre le système.

Le prolétariat est une classe exploitée et révolutionnaire. C'est donc l'être même de la classe qui constitue le lien dynamique entre les différentes phases transitoires, le mouvement qui se pose et se nie à travers les divers moments de la lutte. Le prolétariat n'est ni une simple catégorie pour le capital, ni une classe-pour-soi achevée, mais le mouvement de l'une à l'autre. L'UNITE DU MOUVEMENT, LE FAMEUX "LIEN", C'EST LA PRATIQUE DE LA CLASSE ELLE-MÊME EN TANT QUE SUJET AGISSANT.

Les travailleurs tentent de lutter en tant que classe-pour-le-capital (par catégories, usines, branches, de façon concurrente à l'image de la concurrence capitaliste, pour négocier le prix de la force de travail). Mais leur rapport au capital (leur division, leur soumission, leur acceptation de n'être que du travail salarié) entre en contradiction avec leur propre mouvement et devient intenable. C'est alors que la classe doit commencer à se poser comme négation de son rapport avec le capital, donc non plus comme une catégorie économique, mais comme CLASSE-POUR-SOI. Elle brise alors les divisions qui sont

propres à son état antérieur et se présente non plus comme somme de travailleurs salariés, mais comme un mouvement d'affirmation autonome, c'est-à-dire de négation de ce qu'elle était auparavant. Ce n'est pas le travail salarié qui s'affronte alors au capital, mais le travail salarié en train de devenir autre chose, de se dissoudre. L'affirmation du prolétariat n'est que ce mouvement de négation. Qualifiés, non-qualifiés, ouvriers, employés, "productifs", "improductifs", barrières des usines, etc., toutes ces déterminations sont dépassées. Et à ce stade ce mouvement se heurte à l'Etat bourgeois, dernier rempart avant le début de la transformation communiste de la société.

On voit donc que c'est l'être-même de la classe, sa situation à l'égard du capital, qui permet de comprendre comment elle forge elle-même le lien entre luttes revendicatives et révolution.

Les sociaux-démocrates et les trotskystes pensent que c'est le parti et un programme de transition (ou minimum) qui font le lien. C'est une médiation extérieure à la classe qui fait le "pont" entre la classe-pour-le-capital et la classe-pour-soi. Il n'y a donc pas de continuité et d'unité du sujet. La classe n'est pas le sujet, identique à travers ses diverses phases et qui s'identifie précisément à travers elles. L'être n'est pas l'artisan de soi-même, de sa conscience. Il a besoin de quelque chose d'extérieur, d'un pédagogue, d'un ingénieur "ès ponts", d'une conscience qui lui est séparée, pour devenir. Ce n'est pas l'être qui devient, c'est un autre être qui le fait devenir. En tant que telle, la classe est vue de façon statique, sans dynamique, comme simple classe-pour-le-capital incapable de se mouvoir hors de cette sphère.

Les mouvements partiels, immédiats, revendicatifs, ces métaphysiciens les appréhendent, non du point de vue révolutionnaire inhérent à la nature de la classe (ce qu'elle sera contrainte de devenir), mais comme autant d'entités statiques. Ils ne les voient pas comme moments, modes d'existence que l'être dépasse, mais ils les identifient à la classe, qui est ainsi figée dans un état dont seule une intervention extérieure pourrait la sortir. D'où la nécessité d'intro-

duire de façon volontariste et manoeuvrière le "coup de pouce" qui imprimerait une dynamique à cet être sans mouvement interne. Puisqu'il n'y a pas de nécessité inhérente à la classe qui la force à nier tour à tour ses différents états comme autant de moments indispensables, mais intenable, il faudrait une puissance externe, arbitraire. La vision des trotskystes c'est : entre une classe-pour-le-capital et une classe révolutionnaire, un parti extérieur. C'est pourquoi ils ne peuvent dire que deux choses aux ouvriers : 1 500 F pour tous et construisons le parti.

Une deuxième erreur découle de la première. Puisque la classe n'est pas le sujet qui fait le lien entre sa propre pratique immédiate et son action révolutionnaire, elle n'est donc pas contrainte de nier brutalement et de façon révolutionnaire ses premières tentatives de lutter de façon purement revendicative. Grâce à la médiation parti-programme transitoire, le mouvement devient évolutif. Graduellement, de revendication en "acquis", à travers les ponts qui "font le lien" entre son être passé et futur, la classe se trouverait insensiblement amenée à la révolution. Il n'y a pas de saut qualitatif, de NEGATION ; le passage de la lutte revendicative à la lutte révolutionnaire n'est plus un combat radical qui, sous la contrainte de la crise, force la classe à se transformer, mais un procès évolutif, pacifique, purement quantitatif.

Pour eux, la classe ne forge pas sa propre conscience à travers une lutte douloureuse contre son propre conservatisme, elle est "amenée" à une conscience qui existerait en dehors d'elle.

AINSI, ILS NIENT A LA FOIS CE QUI FAIT L'UNITE DU MOUVEMENT, SA CONTINUITÉ : L'ÊTRE REVOLUTIONNAIRE DE LA CLASSE, ET CE QUI CONSTITUE, A L'INTERIEUR DE CE MOUVEMENT, LE SAUT, LA NEGATION, LA RUPTURE.

Pour comprendre comment la pratique de la classe forge elle-même le lien entre luttes revendicatives et révolution, il faut d'abord concevoir que ce lien n'est pas évolutif et graduel, mais négatif et brutal. Il n'y a pas d'"acquis" révolution-

naires dans la société capitaliste. Il n'y a pas de petits embryons de révolution dans chaque lutte, qui grandiraient, fusionneraient jusqu'au moment où la classe serait assez puissante pour faire la révolution. De même que la classe révolutionnaire est la négation en mouvement de la classe-pour-le-capital, de même la lutte révolutionnaire est la négation de la lutte revendicative. Les luttes revendicatives ne deviennent pas révolutionnaires ; c'est la classe qui, en dépassant et en niant sa lutte immédiate, devient révolutionnaire. Il y a un lien entre ces deux mouvements contradictoires. Et ce lien est précisément l'être de la classe.

Il ne s'agit donc pas de pousser "plus loin" la lutte revendicative, comme se l'imaginent les volontaristes et les syndicalistes, en faisant de la surenchère, car d'abord, la lutte revendicative n'est pas provoquée artificiellement, ensuite, elle ne peut se gonfler à l'infini, enfin, elle ne prend son sens que comme prélude à autre chose. Il faut précisément comprendre que c'est la contrainte de nier cette lutte qui constitue le mouvement qui va "plus loin".

Négation, bouleversement par le prolétariat de son propre être et de sa propre conscience, désintégration des divisions, catégories, embrigadements et clivages de la classe-pour-le-capital, réorientation complète de la façon dont les ouvriers voient le monde et agissent les uns à l'égard des autres, voilà le mouvement qui mûrit dans l'accumulation des défaites, des revers, de l'impossibilité de se défendre comme une catégorie à l'intérieur du système.

"Mais alors, si c'est la classe qui forme le lien, que faisons-nous ?" demandent avec horreur syndicalistes et gauchistes, reconnaissant ainsi avec franchise qu'ils ne sont pas une fraction de la classe, mais une secte qui se pose comme extérieure au mouvement.

A partir du moment où on est une fraction du prolétariat, on ne voit pas sa tâche comme étant de "représenter" le lien entre luttes revendicatives et action révolutionnaire. On se considère comme une partie du mouvement qui fera le saut. C'est la vie de la classe qui produira les conditions

de ce passage. Notre tâche, en tant que fraction avancée de CE mouvement, du processus qui se meut vers ce passage, est de défendre la nécessité de la négation des luttes actuelles, de leur dépassement. Ce faisant, nous ne pensons pas créer le lien entre aujourd'hui et demain, ni provoquer le saut, mais nous agissons pour que ce passage inévitable se fasse dans le maximum de clarté et de conscience. C'est-à-dire que nous contribuons à ce que le mouvement accède plus vite, mieux et de façon plus explicite à la conscience de soi.

Nous ne sommes qu'un moment de la conscience que la classe se forge, et notre tâche est d'exprimer (et donc d'accélérer et de généraliser) cette conscience de la pratique révolutionnaire de la classe, de son être historique. Nous participons ainsi, en jouant un rôle spécifique, à cette dynamique qui tend à faire de la classe prolétarienne un sujet.

La classe tend, dès maintenant, à devenir le sujet de sa propre transformation. Cela, elle l'accomplit en découvrant pratiquement son impuissance à survivre comme simple classe-pour-le-capital, simple travail salarié. Elle l'accomplit en épuisant, avec obstination, toutes les solutions qui lui permettent d'éviter de remettre en cause son inertie conservatrice. Les flux et reflux ne sont que des moments de cette oeuvre longue et titanesque qui dégage les conditions où il ne sera plus possible de lutter autrement que comme classe-pour-soi contre le capital et son Etat.

Les communistes ne crient pas 1 500 F et grève "dure", quand les syndicats crient 1 200 F et grève "molle". Les communistes ne couvrent pas les luttes immédiates de louanges hypocrites et lénifiantes, mais, au contraire, expriment et stimulent l'insatisfaction de la classe, sa tendance à devoir dépasser sa condition actuelle. Ils ne tentent pas à tout prix de déclencher des luttes artificielles, mais comprennent les moments de passivité comme des phases indispensables de maturation souterraine, de réflexion, d'assimilation des expériences. Ils comprennent les revers temporaires comme le moteur de la prise de conscience révolutionnaire des ouvriers.

Ils sont présents, dans la mesure du possible, dans les luttes, aussi petites soient-elles et ils y déploient autant d'énergie et d'imagination que les autres travailleurs combatifs, ne serait-ce que parce qu'ils subissent la même exploitation et ressentent la même révolte contre la vie actuelle. Mais ce qui les distingue, c'est qu'ils proclament ouvertement, à contre-courant lorsque les autres prolétaires refusent encore de le reconnaître, que l'approfondissement de la crise et les revers actuels sont la condition de la révolution, en ce qu'ils permettent l'expérience pratique de l'impossibilité, à notre époque, pour le prolétariat de se défendre comme simple travail salarié, à l'intérieur de la société capitaliste.

Il n'y a pas d'issue dans le système. Voilà la vérité simple que doit marteler la minorité révolutionnaire. Et c'est le mouvement de la classe tout entière qui transformera, à travers les flux et reflux, cette expression théorique de son expérience en une pratique concrète et une conscience généralisée.

---

Hembe.

Cet article a été écrit en Janvier dernier à l'occasion de réactions du PCI face à la guerre du Kippour.

# MISERE DE L'INVARIANCE

Pendant longtemps la gauche italienne a constitué l'une des rares tendances qui a lutté avec acharnement pour préserver certains acquis du marxisme révolutionnaire face aux trotskystes et anarchistes de tout poil. Alors que la gauche allemande se dissolvait en divers courants confus, la gauche italienne des années trente, groupée autour de la revue "BILAN", tirait les leçons de la vague révolutionnaire de 1917-21 et du processus contre-révolutionnaire : condamnation de toute espèce de frontisme, non-défense de l'URSS, dénonciation du caractère contre-révolutionnaire des luttes de libération nationale.

Nous reviendrons un jour sur la véritable histoire de la gauche. Disons simplement ici que depuis 1943, date de sa fondation, le prétendu "PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE", créé en pleine période de contre-révolution (\*), n'a cessé de dégénérer et d'abandonner les positions de classe que le courant dont il se réclamait défendait dans les années 30.

L'une des preuves les plus flagrantes de cette dégénérescence se trouve dans son soutien aux luttes de libération nationale, biais par lequel il rejoint le cloaque nauséabond où s'agitent les

trotskystes et autres maoïstes. Nous verrons plus loin que cette position est soutenue par la fumeuse théorie de l'"Invariance du marxisme" de 1847 à nos jours et le refus de reconnaître la crise historique mondiale du capitalisme, ce qui les amène à déclarer que le capitalisme est encore "révolutionnaire dans certaines aires géo-historiques". Nous verrons ainsi que le mythe de l'Invariance n'est pas seulement une farce idéologique, mais qu'il conduit à des positions contre-révolutionnaires.

## LE PCI ET LA GUERRE DU KIPPOUR

Nous accordons bien volontiers à "Programme Communiste" (n° 61) que la question nationale "permet de vérifier si l'on s'est assimilé la méthode matérialiste et la théorie révolutionnaire". C'est l'objet de cet article. Après la fin de la guerre du Kippour, le PCI a rappelé sa position théorique sur les luttes nationales et "les droits des peuples"; ou plutôt, il a ressorti un texte de 1953 ("Les révolutions multiples") accompagné d'un extrait de la critique de Lénine à la brochure de Rosa Luxembourg ("La crise de la Social-Démocratie"). (Le Prolétaire, n° 164.)

(\*) C'est de lui qu'est issu, après la scission de 1952 le P.C.I., regroupé autour du "Prolétaire" et "Programma Comunista".

On aurait pu espérer qu'avec la guerre du Moyen-Orient certains éléments du PCI commencent à douter de l'analyse des guerres de libération nationale que

leur "parti" s'obstine à "répéter".  
Jamais, en effet, un conflit n'aura montré avec une telle évidence le caractère contre-révolutionnaire et inter-impérialiste de ces guerres. C'est au nom de la défense des territoires occupés, de la "défense de la patrie" que les bourgeoisies du Moyen-Orient ont assassiné des milliers de prolétaires juifs et arabes. Jamais les petites nations ou "nationalités" n'auront autant servi de pions sur l'échiquier mondial où s'affrontent USA et URSS, à la recherche de nouvelles positions. Les rivalités nationales des petits pays sont apparues sous leur vrai jour : des moments du conflit inter-impérialiste que se livrent les grands impérialismes. Quant aux ouvriers et paysans palestiniens, la "cause sacrée" de cette guerre, ils avaient eu l'intelligence qui fait défaut au génial "parti historique" auto-proclamé de ne pas participer à cette guerre où ils ne pouvaient que servir de chair à canon (à l'exception de quelques fedayin téléguidés par les Etats arabes). Gageons que la constitution d'un Etat palestinien au Moyen Orient permettra au capitalisme mondial de mieux fractionner le prolétariat de cette région de mieux museler le prolétariat palestinien déjà faible.

Mais "Le Prolétaire" (n° 160) n'a voulu voir dans cette guerre qu'une "farce sanglante", une comedia dell'arte où "russe et américains ont fait semblant d'être prêts à en venir aux mains". Le PCI ne semble avoir trouvé dans ce conflit qui décimait les rangs du prolétariat que l'occasion de tremper sa plume dans l'encrier du moralisme le plus plat: "le n-ième conflit du Moyen-Orient passera à la postérité comme un moment de cynisme bourgeois... cynisme de l'Egypte... cynisme d'Israël... cynisme des différents Etats arabes... cynisme des Etats Européens... cynisme des super-grands...", "C'est le triomphe des Metternich modernes, l'âge d'or de la nouvelle Sainte-Alliance à deux" (Kossyguine et Kissinger)."

Admirons le grand art avec lequel le PCI évite de prendre une position de classe.

Mais au moins, se dira le naïf lecteur du "Prolétaire", ils vont reconnaître

que les seules victimes de cette guerre, ce sont les prolétaires. Même pas ! "Quand la nouvelle guerre a éclaté entre arabes et israéliens, nous avons écrit -- ce n'était pas un pronostic difficile pour des marxistes (sic) -- que les véritables victimes (souligné par le "Prolétaire") en seraient les feddayin." (NB, les "fedayin" même pas les travailleurs palestiniens !)

Toutes ces pitreries et jongleries de petits littérateurs n'arrivent pas à dissimuler une profonde indifférence à l'égard du prolétariat de ces pays, un extraordinaire "indifférentisme", pour reprendre l'expression chère au PCI. Leur solidarité ne va pas aux Palestiniens (encore que le terme ne veuille rien dire en bon vieux langage marxiste), pas plus aux ouvriers arabes et juifs tués ou mutilés à vie ; non, ils versent des larmes sur les membres d'un organe militaire bourgeois, milice du capital palestinien naissant : les commandos de fedayin . On ne peut plus nettement choisir son camp.

Poursuivant ce brillant exercice de style, dans le même numéro, "Le Prolétaire" affirme que les USA et l'URSS sont intervenus pour défendre leur "condominium sur la terre entière". De deux choses l'une : ou bien "Le Prolétaire" a "oublié" ses critiques de la théorie de l'ultra-impérialisme de Kautsky, ou bien tout ceci n'est que poudre aux yeux pour éviter de prendre position.

Derrière les clichés journalistiques du "Prolétaire", il y a la volonté de ne pas prendre une position sans ambiguïté. Lénine, le Lénine révolutionnaire de 1914, dont fait semblant de se revendiquer "Le Prolétaire", n'hésitait pas à appeler à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et à féliciter -- en totale contradiction avec ses positions sur la question nationale -- les socialistes serbes d'avoir refusé de défendre la "patrie nationale serbe" naissante. Il fustigeait tous les centristes qui refusaient de mettre en avant le programme révolutionnaire de la classe, tout en tenant de vagues propos internationalistes. Lénine a su alors montrer que la révolution (en 14 comme aujourd'hui) ne tolère pas les demi-positions.

Même si cette position est théorique, sans effet immédiat -- et c'est toujours le cas en dehors des périodes révolutionnaires -- une telle position de PRINCIPES a l'effet PRATIQUE de constituer une frontière de classe entre les éléments prolétariens et les éléments bourgeois. Cette absence de position prolétarienne, ou plutôt cette volonté marquée de faire alliance avec la bourgeoisie palestinienne range une fois de plus le PCI dans le parti des gauchistes, souteneurs "critiques" professionnels.

Les épigones de la gauche italienne, regroupés dans le PCI feraient bien de méditer ce qu'écrivait le courant dont ils se réclament sur les "lutttes de libération nationales" :

"Les soubresauts nationalistes, les gestes terroristes de représentants des nationalités opprimées expriment aujourd'hui l'impuissance du prolétariat et l'approche de la guerre. Il serait faux de voir dans ces mouvements un apport à la révolution prolétarienne, car ils ne peuvent s'épanouir qu'à la faveur de l'écrasement des ouvriers et donc en connexion avec les mouvements d'impérialismes opposés."

"BILAN" ( n° 14 )

## OÙ MÊME L'INVARIANCE

Le PCI se croit encore, pour certaines aires géo-historiques, en 1848. Il reprend à la lettre déformée la nécessité de soutenir certaines "révolutions démocratiques bourgeoises" . Comme le disait Lénine contre Kautsky, l'une des méthodes les plus sournoises de l'opportunisme consiste à répéter une position valable dans le passé sans tenir compte du changement de période. Ici, c'est de la même chose qu'il s'agit : on fait croire au lecteur que la Palestine de 1973, c'est l'Allemagne de 1848.

Cette conception parfaitement idéaliste de l'Invariance qui efface les différences de périodes historiques, entraîne plusieurs conséquences :

- on affirme que, dans certaines aires, le capitalisme demeure révolutionnaire, alors que dans d'autres il serait "sénile". Ce faisant, on nie son caractère mondial depuis le début du siècle.
- il s'ensuit que, toujours dans ces mêmes aires, la révolution bourgeoise est à l'ordre du jour (ou la "révolution double" si le prolétariat peut en prendre la tête). D'où le soutien aux "révoltes des peuples de couleur" (?), et le dépit très amusant de nos invariants de ne pas voir surgir des "jacobins" sans-culotte de ces "révolutions"!
- on abandonne ainsi le terrain de classe du prolétariat MONDIAL et on nie l'antagonisme fondamental et irréconciliable qui oppose au cours de la décadence du mode de production capitaliste, les deux seules classes décisives de la société : bourgeoisie et prolétariat.

### 1) Caractère révolutionnaire des luttes de libération nationale?

Les conséquences contre-révolutionnaires de la théorie de l'Invariance apparaissent très nettement dans le numéro 164 du "Prolétaire" cité plus haut. Même s'il affirme d'un côté que le capitalisme est "réactionnaire depuis 1848", il déclare qu'il faut soutenir son développement dans tout pays arriéré. Ceci tant pour la "formation de nouvelles aires où seront à l'ordre du jour les revendications socialistes" que par "les coups que ces insurrections et ces révoltes portent à l'impérialisme euro-américain". (nous soulignons)

Voilà qui devrait réjouir les tiers-mondistes en tout genre à la recherche de révoltes paysannes. Pour le PCI il ne semble exister qu'un impérialisme : l'"euro-américain", ce qui nie les rivalités inter-impérialistes entre chacune des nations européennes et américaine et oublie dans les faits l'existence d'un impérialisme russe ou chinois. ("L'anti-impérialisme" du PCI est ici à sens unique !). L'affaiblissement d'un impérialisme ne peut qu'entraîner, à une époque où l'impérialisme est devenu

un système mondial, le renforcement d'un impérialisme rival, ne serait-ce que par la vente fructueuse d'armement qui entraîne d'ailleurs la dépendance du pays révolté à l'égard de l'impérialisme "ami". Fondamentalement l'impérialisme mondial ne peut être affaibli, il ne peut être que détruit par le prolétariat mondial.

Quant à l'idée de soutenir la "formation de nouvelles aires où seront à l'ordre du jour des revendications socialistes" elle nous laisse rêveurs. Après le socialisme en un seul pays, voici le "socialisme dans une seule aire" (et de surcroît dans une aire arriérée !). Depuis quand les "revendications (!) socialistes" se posent-elles donc au niveau d'aires géographiques ?

Logique avec sa position, le PCI peut alors se permettre les déclarations les plus incroyables qui feraient frémir même un Trotsky des années 30 :

"Les révolutions multiples contiennent l'affirmation la plus vigoureuse de la valeur révolutionnaire, même d'un "Bloc des Quatre Classes" en Chine et même du stalinisme en Russie. C'est là le courage (sic) de la vraie Gauche Communiste..."

Si la révolution bourgeoise est encore progressiste il faut la soutenir. Voilà ce qu'implique cette stupéfiante déclaration. Si chaque aire doit parcourir le même cycle que l'aire euro-américaine, alors, il faut adopter dans chaque pays concerné l'attitude du mouvement ouvrier au siècle dernier : soutenir ce qu'il y a de révolutionnaire dans la bourgeoisie.

En fait, à la base de la conception du "Prolétaire" il y a l'idée que le développement des forces productives à l'échelle nationale reste progressiste. Ce faisant, il nie qu'il y ait une coupure entre la période d'avant et d'après la constitution du marché mondial. Pour le PCI, la nation n'est pas un héritage barbare et décadent qui s'oppose au seul progrès historique désormais à l'ordre du jour, le développement MONDIAL des forces productives == elle est un cadre adéquat, "révolutionnaire" pour le développement des forces

productives. Suivant une telle logique, le PCI aurait dû soutenir le capital russe progressif pendant les deux guerres mondiales impérialistes. Quand on se rappelle le VRAI courage de la gauche italienne en 1914-18 et en 1939-45, on voit comment nos "invariants" renient le meilleur de l'esprit de leurs prédécesseurs.

Depuis 1914 le conflit mondial interimpérialiste a montré que le marché mondial est constitué, le problème n'est plus d'aider le capitalisme à se développer, mais de l'abattre définitivement. C'est cette vision de changement de période qu'avait le Premier Congrès de l'I.C. lorsqu'il affirmait qu'on était entré dans une ère de guerres, de crises et de révolutions. L'alternative était désormais : Socialisme ou barbarie.

Désormais, le retrecissement des marchés extérieurs par rapport aux nécessités croissantes de réalisation de la plus-value entraîne des rivalités, des conflits incessants entre puissances impérialistes. Désormais, l'impérialisme est un système mondial qui s'impose à tous les Etats nationaux. Dans un marché mondial pressuré par le capital, chaque nation est obligée d'être impérialiste par rapport aux autres nations pour survivre : le dernier exemple de cela, c'est le conflit entre le Sud-Viet-Nam et la Chine pour la possession des îles Paracels où l'on espère trouver du pétrole. Derrière chaque guerre, entre grands, entre petits, se profile l'antagonisme entre les forces productives mondiales et le capitalisme forcément national. Toute vision qui reste enfermée dans le cadre national est incapable de comprendre la nature du capitalisme actuel.

Or justement, pour le PCI (tout comme pour les trotskystes) le capital n'existe pas vraiment comme système mondial et chaque nation poursuit son propre cours comme un atome indépendant dont on pourrait déterminer isolément la jeunesse ou la sénilité. A qui fera-t-on croire que ce bidon-ville qu'est l'Inde est "juvénile" par opposition aux USA "séniles" ?

Le PCI prétend aussi que les luttes

"révolutionnaires nationales" permettent un développement des forces productives dans les pays où elles ont lieu. C'est vrai. Mais il n'en découle pas que ces luttes soient pour autant révolutionnaires. Faisons d'abord remarquer que les pays où se sont déroulées de prétendues "révolutions démocratiques bourgeoises" ne se développent que par le secteur lourd de l'armement (Chine), ou croupissent dans leur misère paysanne (Cuba et son économie sucrière). Si le PCI était logique il devrait soutenir également les pays totalement dépendants de l'impérialisme USA comme le Brésil ou la Corée du Sud où les taux de croissance atteignent 20%. Ou pourquoi ne soutient-il pas le capital Français ou Italien qui ont prolétarisé des millions de paysans depuis 1945 ?

Aucun système et encore moins le capitalisme, ne vit sans permettre d'une façon ou d'une autre un certain développement des forces productives. Ceci est évident pour sa phase historique ascendante, mais se vérifie aussi au cours de sa décadence. C'est seulement au cours des grandes crises ouvertes qu'il se produit de véritables BLOCAGES de ce développement. Ce qui change radicalement d'une période à une autre, ce qui rend un système historiquement sénile, ce n'est pas une impossible stagnation permanente du développement des forces productives, mais le bouleversement définitif de la relation qui lie l'ensemble des rapports de production qui le constituent avec le processus de développement des forces productives. Tant que ces rapports de production sont LES SEULS COMPATIBLES avec le degré de développement des forces productives, le système vit sa phase ascendante. La décadence, la mise à l'ordre du jour de l'avènement d'une société nouvelle, commence avec la transformation de ces rapports en FREINS, ENTRAVES à la croissance des forces productives.

Attribuer un caractère progressiste au capitalisme dans telle ou telle région parce qu'il y développe des forces productives est donc absurde, non seulement parce que le capital ne peut être jugé que d'un point de vue MONDIAL (\*) mais aussi parce que EN LUI-MEME aucun développement ne possède une signification historique.

Le développement qu'ont pu connaître les économies du Tiers Monde perd toute signification progressiste dans le cadre historique mondial au sein duquel il se déroule. Si le Tiers-Monde crève de quelque chose, ce n'est pas du manque de nations souveraines mais bien de la subsistance des nations dans le monde. C'est l'incapacité de l'humanité à détruire le cadre national (ce cadre économique créé par le capital et dont deux guerres mondiales ont montré, dans la plus horrible barbarie, la définitive obsolescence) qui a engendré le Tiers-Monde. C'est parce que le développement des forces productives est mondialement entravé depuis plus d'un demi siècle dans les carcans nationaux que les "nations souveraines" du Tiers-Monde s'enfoncent toujours plus dans leur arriération.

"Quand le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt", dit un proverbe chinois. Quand le cadre national plonge dans la misère la plus horrible les deux tiers de l'humanité, le PCI nous fait remarquer que dans tel coin du tiers-monde, le "cadre national" a tout de même permis la construction de quelques usines et que c'est très important, etc., etc. Bref, c'est dans la partie du monde qui justement subit le plus cruellement l'absurdité des nations que les nationalismes seraient "progressistes" !

De deux choses l'une : ou bien l'on affirme comme l'IC en 1919 que nous sommes entrés dans l'ère de la révolution prolétarienne et l'on ne peut soutenir les guerres nationales -- ou bien on verse dans le sentimentalisme poujadiste des défenseurs des "petites" nations contre les "grandes". C'est ce dernier choix que fait le PCI qui, s'en prenant aux révolutionnaires, affirme que le non-soutien aux luttes nationales

(\*) Il est à notre époque aussi absurde de parler de "capitalisme progressiste" pour une nation ou même une région du monde que d'affirmer que le féodalisme était un système progressiste en 1780 parce que dans telle ou telle baronnie du royaume de France les défrichements de terres et les techniques de production connaissaient encore quelques développements.

est : "une vision idéaliste qui converge en fait, involontairement avec le social-pacifisme et le social-chauvinisme, sinon dans le soutien de l'ordre établi, du moins dans le messianisme de grande nation qui condamne les peuples des colonies et des semi-colonies, à l'immobilité dans l'attente de la révolution prolétarienne dans les métropoles". ("Le Prolétaire" n° 164)

"Grande nation", "petite nation", "peuples", voilà les piteux discours que tient la pure et dure invariance de l'opportunisme ! Seuls des petits bourgeois qui ne se sentent pas organiquement fraction d'une classe mondiale peuvent, à l'heure du massacre des prolétaires par le capital, nous servir de tels bavardages. Seuls des gens pénétrés d'égoïsme, de culpabilité "nationale", d'identification à leur pays ou aire, peuvent sombrer dans ce mépris du prolétariat mondial.

## 2) Le PCI et le Chili

Si les révolutions démocratiques sont encore à l'ordre du jour à l'époque du capitalisme mondialement décadent, on comprend que le PCI se fasse le conseiller de la bourgeoisie "démocratique" du tiers-monde, à qui il reproche d'être trop "girondine" et pas assez "jacobine". Nos Daniel Guérin bordiguistes en viennent à rêver d'une révolution sans-culotte : "Ni potences, ni guillotines, ni canons pour accompagner la marche rien moins qu'héroïque de la bourgeoisie progressiste" (n° 158).

Le PCI en arrive à jouer le rôle du trotskyste Pablo conseillant Ben Bella en Algérie. Ainsi, ils écrivent : "Un gouvernement qui prétend faire oeuvre révolutionnaire sans mettre hors la loi les partis incarnant le passé et le présent (parce que naturellement, Allende représente l'avenir - NdR) qu'il faut révolutionner, prépare le terrain à sa propre destruction". (n° 158)

Le résultat, c'est qu'on laisse supposer qu'Allende, cet homme de la bourgeoisie, aurait pu révolutionner quelque chose. Comme si Allende n'était pas l'instrument d'une politique de la bourgeoisie, destinée à mettre au pas le prolétariat chilien,

que la crise économique rendait de plus en plus remuant, par des "méthodes de gauche" ; comme si Allende n'avait pas constamment employé la violence de classe contre le prolétariat chilien et les ouvriers agricoles ; comme si les différences entre les méthodes de Pinochet et celles d'Allende cachaient autre chose qu'une inévitable continuité dans le but de classe : la défense du capital national face à l'étranger et aux classes exploitées.

Mais le clou de l'analyse du "Prolétaire" sur le Chili et les "Révolutions multiples", c'est l'accusation de "girondisme" lancée à Allende :

"Un régime statistiquement (?)  
"populaire (?) et même plébéien (??),  
"mais organiquement incapable de  
"faire preuve d'une audace sans cul-  
"lotte (!), un régime qui écarte la  
"violence (et la répression anti-  
"ouvrière ?) avec pour seul résul-  
"tat de subir la violence, qui fuit  
les mesures despotiques pour capi-  
tuler devant le despotisme, qui en  
n'attaquant pas s'interdit même de  
se défendre, qui vénère la loi et  
l'ordre et les retrouve devant lui  
sur la gueule des canons et des mi-  
trailluses, qui ne prêche la paix  
que pour récolter la guerre".

("Le Prolétaire", n° 158)

Les prolétaires chiliens n'ont plus qu'à supplier le PCI d'envoyer à ce qui reste de l'U.P. un audacieux Robespierre, muni des principes tactiques invariants.

Ces jacobins qui se piquent de marxisme, parlent de "régime" là où il y a dictature de la bourgeoisie, se gargarisent de "statistiques" et de "peuple", là où il y a des classes. Derrière tout cela, il y a en fait une admiration inavouée pour le "régime" "populaire" d'Allende, et en dernier lieu une apologie des fronts interclassistes. Toute l'histoire du mouvement révolutionnaire est là pour montrer que lorsque de pseudo-marxistes commencent à parler de "peuple", de "plèbe" ils sont inévitablement amenés à remplacer l'analyse de classe par le populisme le plus éhonté et se retrouvent nécessairement dans le camp de l'ennemi.

### 3) Abandon du terrain de classe

Dans la même lignée de l'Invariance de l'opportunisme, se trouve la théorie des "peuples de couleur" propagée par les petits intellectuels bourgeois "blancs" pour soulager leur constipation de citoyens "riches" et par les intellectuels bourgeois "noirs" pour mystifier les ouvriers de la même couleur qu'eux. Démagogiquement, on substitue la guerre des races à la guerre des classes. On comprend que le PCI reproche aux révolutionnaires "le simplisme grossier de ceux qui réduisent toute lutte de classe au binôme, toujours et toujours répété de deux classes conventionnelles (!) qui seraient les seules à agir".

Eh bien, oui, nous nous réclamons de ce simplisme grossier sur l'arène mondiale où se joue le sort de la société humaine, il ne peut y avoir en fait que deux classes décisives en présence. Ce sont les deux classes "conventionnelles" de Marx : bourgeoisie et prolétariat. Nous ne nions pas qu'il y en ait d'autres mais elles ne sont pas des sujets déterminants ; elles se rangent derrière la bourgeoisie ou sont neutralisées puis lentement intégrées au prolétariat.

Toute cette rhétorique sur les "binômes" et "conventions" ne peut avoir comme but que de mettre en valeur la petite bourgeoisie.

Le PCI a tout renié du passé révolutionnaire de la gauche italienne qui l'avait amené à réviser les positions contre-révolutionnaires de Lénine sur la question nationale. Aujourd'hui, il réclame avec la meute des gauchistes, des Allende

"jacobins", se pâme devant l'embrigadement des jeunes chômeurs palestiniens dans l'appareil militaire du capital (fameux "fedayin"), aperçoit des couleurs là où il y a des classes et braille fièrement que Stalinisme et Bloc des Quatre Classes sont révolutionnaires. A l'heure où le capitalisme mondial, putréfié, craquant de toutes parts, n'a plus qu'une seule solution : des massacres sans cesse plus sanglants et la destruction de l'humanité, les petits écrivains du "Prolétaire" réclament des mouvements "audacieux", "despotiques" de "jacobins" et de "sans-culotte". Voilà où mène l'incompréhension théorique de la période historique, incompréhension fondée sur une invariance mythique d'un programme intégral qui n'a jamais existé.

A force de répéter invariablement les mêmes erreurs, on devient intégralement contre-révolutionnaire.

Et, à force d'être con, on devient odieux.

Chardin.

(\*) Il faut se rendre compte (ainsi parle toujours l'opportunisme NDR) que, dans les pays d'Outre-mer, vivent d'immenses collectivités de race jaune, noire, olivâtre (sic), dont les peuples (!) réveillés par le fracas du machinisme, semblent ouvrir le cycle d'une lutte patriotique (!) et d'indépendance et de libération nationale comme celle dont s'enivraient (sic) nos grands-parents..." (texte de 1953, repris dans le "Prolétaire" N°165).

# SOMMES-NOUS SECTAIRES ?

## CE QUI DISTINGUE LES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES

Au travers des différents articles de Révolution Internationale nous avons été maintes fois amenés à constater que, dans leur quasi-totalité, les groupes et partis qui se réclament actuellement de la révolution prolétarienne, des staliniens aux anarchistes, en passant par toutes les gammes de "socialistes", "tiers-mondistes" et divers "trotsky-smes" n'ont rien de révolutionnaires.

Cette affirmation provoque souvent, nous le savons, toute une série d'accusations du style: "sectarisme", "puritanisme révolutionnaire", "isolement volontaire par rapport aux masses", etc.

Voici donc quelques rappels pour ces "révolutionnaires de bonne volonté non-sectaires", que d'étranges soucis de "réalisme" semblent troubler au point de leur interdire toute compréhension de ce qu'est un principe révolutionnaire ou une organisation prolétarienne. Avant de parler de ce qu'est le "sectarisme", de ce que recèle l'accusation de "purisme" chez celui qui s'en sert, ou du sens de l'expression "se couper des masses", voyons les critères que l'histoire du mouvement ouvrier a permis de dégager pour définir une organisation de révolutionnaires (\*). Et en premier lieu, les critères qui se sont révélés ne pas en être.

(\*) Nous parlons ici des organisations minoritaires, fractions de la classe, regroupant les révolutionnaires sur des positions politiques (groupes, partis), et non des organisations unitaires de la classe (syndicats au XIX<sup>e</sup> siècle, soviets) réunissant les membres de la classe de façon unitaire, sans autre critère que celui de la participation à l'action du prolétariat.

## LES FAUX CRITERES

### la composition sociale

En apparence, il semble logique de dire qu'une organisation politique dont la majorité des membres est constituée par des ouvriers est une "organisation ouvrière". L'histoire a cependant violemment démenti ce syllogisme superficiel.

Un des exemples les plus frappants est probablement celui du parti social-démocrate allemand. Ce parti, dont la fondation est liée à Marx et Engels, qui regroupa le plus d'ouvriers de l'histoire, ce parti qui constitua un authentique parti ouvrier passa définitivement dans le camp du capital, avec armes et bagages, au cours de la première guerre mondiale. C'est lui qui, à la fin de la guerre, se chargea de l'écrasement de l'insurrection prolétarienne de 1918-1919. C'est l'ouvrier Noske qui dirigea personnellement les corps francs. C'est le gouverneur social-démocrate "ouvrier" d'Ebert qui assassina Rosa Luxembourg et Liebknecht.

Personne n'oserait affirmer que le parti des Ebert, Noske, Scheidemann continuait alors d'être un parti ouvrier. Et, pourtant, sa base demeurait encore essentiellement ouvrière. Qui plus est, il disposait d'une écrasante majorité au sein des conseils ouvriers à la veille de l'insurrection.

Parmi d'autres, citons un exemple tout aussi important et inéquivoque: celui du Parti menchevik en Russie en 1917. Il est connu que le parti de Tseretelli et Tchkeidze possédait une base ouvrière très importante pendant la période révolutionnaire qui aboutit à Octobre. Au début du mouvement son influence en milieu ouvrier était même plus importante que celle des mencheviks. C'est pourtant contre lui et le gouvernement dont il était un des principaux piliers que l'insurrection prolétarienne d'Octobre dut se faire.

Que l'on réalise simplement que presque toutes les insurrections prolétariennes de ce siècle ont été écrasées ouvertement ou détournées dans une impasse par des gouvernements de "gauche" et des partis "à large base ouvrière" (et, en premier lieu par les PC), et l'on comprendra à quel point ce critère de la "composition ouvrière" d'un parti est devenu totalement inopérant à notre époque, alors qu'il pouvait posséder une certaine validité lors des premiers pas du mouvement ouvrier, au XIX<sup>e</sup> siècle.

Ce raisonnement paraît insuffisant à certains experts "ès dialectiques". Pour ceux-ci, le fait d'avoir participé à l'écrasement d'une insurrection ouvrière ne suffit pas à prouver qu'on ne peut plus être une organisation prolétarienne. C'est ce que soutiennent tous les partisans de la métaphysique dite "de la double nature de classe" des organisations réformistes. L'explication du miracle de la transformation des organisations de la contre-révolution permanente en organes du prolétariat et "vice versa", sinu-

soïdalement en quelque sorte, est la suivante: en temps de calme social, des organisations réformistes défendraient tant bien que mal les intérêts immédiats de la classe. Mais, étant incapables d'en défendre les intérêts historiques globaux, du fait de l'essence même de leur rôle, en temps de lutte ouverte de la classe elles passeraient objectivement dans le camp des défenseurs du système. Puis le calme revenu, elles reprendraient leur place dans les rangs du prolétariat, et on recommencerait, etc... (\*)

Cette vision conduit, dans la pratique concrète, ses auteurs à adopter une attitude de défense des organisations réformistes en temps d'apathie de la classe (bien sûr défense critique) et en période d'effervescence sociale à des cris d'indignation "surprise", des dénonciations de "trahison", bref des larmes de crocodile. Mais dans les deux cas sa fonction contre-révolutionnaire est la même: masquer aux yeux des travailleurs la nature des organisations dites réformistes: des organes de la bourgeoisie au sein du prolétariat.

Deux aberrations théoriques principales sous-tendent ce pragmatisme réactionnaire:

1) L'affirmation de la possibilité d'existence, dans une société déchirée en permanence par les antagonismes de classe, d'une organisation politique capable de représenter alternativement les intérêts des deux classes. Une telle idée est un non-sens du point de vue marxiste: un parti est toujours une fraction et une expression politique d'une classe sociale et d'une seule. Il arrive qu'un parti ou groupe politique change de nature de classe, mais, - cette transformation, quand elle a lieu, se produit toujours en faveur de la classe dominante; on n'a jamais vu, et on ne verra jamais une organisation politique de la bourgeoisie devenir un organe du prolétariat. En effet, à l'époque de la décadence la classe

(\*) "Pouvoir ouvrier", en 1968, a été une des seules organisations à avoir eu le courage de publier dans sa presse, dans des termes aussi clairs, un pareil raisonnement. Ce fut d'ailleurs dans le dernier numéro de son journal. Cela n'est pas moins le raisonnement implicite de l'ensemble des organisations gauchistes, professionnelles du syndicalisme de gauche.

ouvrière ne peut plus s'organiser de façon permanente à l'intérieur de la société capitaliste, et toutes ses organisations antérieures doivent, pour survivre, fonctionner au service du capital (de même que celles qui se créent sans dépasser les anciennes conceptions réformistes). Une fois qu'elles s'installent dans cette fonction, elles défendent bec et ongles leur existence et donc la conservation de l'ordre social dont elles se nourrissent.

- Une organisation politique ne "trahit" pas deux fois. La deuxième fois, ce n'est plus une trahison mais la continuation d'une politique déjà déterminée une fois pour toutes, non par tel ou tel chef, bureaucrate ou "mauvaise direction", mais par son intégration au capitalisme. Les chemins qui traversent les frontières de classe sont à sens unique et sans possibilité de retour.

L'opportunisme n'est pas un label d'appartenance à deux classes, mais la manifestation non équivoque d'une nature de classe : celle de la classe dominante. Parler de "trahison" quand les syndicats, les PC ou les partis socialistes sont systématiquement passés, dans toutes les luttes sérieuses, du côté du capital, c'est écrire un roman d'espionnage, pas une analyse marxiste.

2) L'affirmation qu'une organisation du prolétariat peut être réformiste dans la période de décadence du capitalisme est la seconde aberration. Avec la fin de l'ère progressive du capitalisme, avec l'entrée de celui-ci en crise permanente, la mise à l'ordre du jour de la révolution socialiste a rejeté dans le camp de la contre-révolution tous les programmes réformistes.

Dans le capitalisme sénile, le réformisme n'est pas réactionnaire seulement dans les moments où la classe se lance dans des luttes révolutionnaires, il est devenu en permanence l'arme principale de la bourgeoisie dans le camp du prolétariat. Il n'y a pas plus de terrain de conciliation économique réel entre prolétariat et bourgeoisie que de place pour les réformistes dans les rangs du prolétariat, autrement que pour embrigader la classe dans les intérêts du capital.

Les ouvriers ne peuvent plus trouver dans les organisations réformistes que le re-

flet de leur apathie, jamais celui de leur combativité, car les travailleurs sont, aujourd'hui, inévitablement contraints, pour s'affirmer comme classe, d'emprunter la voie révolutionnaire et donc de s'affronter aux organisations réformistes.

Par "temps calme", l'importance relative des organisations réformistes en milieu ouvrier est le résultat, non pas de leur prétendue nature de classe prolétarienne, mais, au contraire, de l'atomisation et de la non-combativité de la classe.

En présentant la défense des individus ouvriers contre quelques empiètements trop grossiers du capital (défense institutionnalisée et nécessaire au système) comme synonyme de défense des intérêts de la classe ouvrière, en jouant leur rôle d'assistante sociale, ces organisations cherchent à se faire décerner un label prolétarien. Ce faisant, elles ne défendent même pas les intérêts immédiats de la classe, mais se donnent par contre la crédibilité nécessaire pour avoir un minimum d'efficacité dans l'encadrement, et la répression au moment des luttes véritables, de la classe ouvrière.

Le soi-disant mouvement de va-et-vient entre les classes qui semble animer les organisations réformistes recouvre en fait les deux moments d'un même rôle au service d'une seule classe : préparation de la répression, exercice de la répression. La défense de ces organisations, leur assimilation au mouvement ouvrier dans les périodes où elles ne le répriment pas ouvertement n'est ainsi qu'une participation effective à la préparation des futures répressions. "Critique" ou non, l'appui aux forces contrarévolutionnaires participe entièrement du rôle de celles-ci.

Toujours en quête des "masses", les gauchistes, et spécialement les léninistes, éprouvent une sincère admiration pour la capacité des organisations réformistes à "s'implanter en milieu ouvrier". Ils voient dans cette capacité une preuve de l'authenticité de classe d'une organisation. Quant à nous, nous affirmons que l'existence de masses ouvrières dans une organisation n'est plus depuis longtemps une preuve de sa nature de classe prolétarienne ; le ca-

pitalisme décadent ne peut plus vivre sans ses propres organisations ouvrières ; ses besoins de contrôle totalitaire le lui imposent. Le fait qu'une organisation bourgeoise possède une influence en milieu ouvrier n'a jamais poussé les révolutionnaires à la "ménager" ou à la défendre "par principe" ou solidarité. Au contraire, les forces les plus dangereuses de la contre-révolution sont celles qui parviennent à s'infiltrer dans les rangs de la classe révolutionnaire. Leur dénonciation, la destruction des illusions qu'elles entretiennent dans la classe sont, pour les révolutionnaires, des tâches d'autant plus importantes qu'ils sont les seuls à pouvoir les accomplir.

## la violence

Une organisation révolutionnaire prolétarienne est obligatoirement amenée à préconiser la violence de sa classe contre le système et ses représentants. Elle est, tout aussi inévitablement, appelée à connaître la violence de la répression de la classe dominante. De là à déduire que toute organisation politique qui se dit socialiste - ou quelque chose dans le genre - et préconise ou subit la violence est une organisation révolutionnaire, il n'y a qu'un pas. Ceux qui le franchissent partent, la plupart du temps, de deux erreurs :

-l'ignorance totale des critères révolutionnaires. Incapables du moindre approfondissement théorique du point de vue pro-

létarien, les adeptes de ce type de raisonnement sont contraints aux "analyses" superficielles où l'apparence, le spectacle, tiennent lieu de réalité. "Ils sont violents, ils sont donc radicaux, donc révolutionnaires"; ou bien : "ils sont poursuivis par le gouvernement, le gouvernement est bourgeois, ils sont donc anti-capitalistes".

-la mauvaise conscience de l'impuissance. Face à l'apathie des travailleurs, ou face à sa propre impuissance, l'impatience se transforme en admiration sans bornes pour "ceux qui, au moins, font quelque chose" : détourner n'importe quel moyen de transport faire un hold-up, piller un magasin, mettre une bombe, kidnapper un bourgeois ou être violemment poursuivi par le gouvernement bourgeois en place, sont des actes qui, par eux-mêmes, octroient à la première organisation, qui ne se dise pas ouvertement bourgeoise, un label de révolutionnaire. Plus grande est la sensation d'impuissance, plus s'exaspère l'impatience, et plus on réduit le contenu de l'action révolutionnaire à la violence pure et simple.

En milieu étudiant cette absurdité atteint un tel degré, que le seul dessin d'une arme empoignée est compris comme symbole révolutionnaire! Réaction impuissante mais "sincère" de la part d'éléments authentiquement révoltés par l'abjection du capitalisme décadent ? Peut-être. (\*) Il n'en demeure pas moins que son seul aboutissement est la complicité avec n'importe quelle fraction de la bourgeoisie qui, s'affublant de l'épithète de socialiste pour parvenir à ses fins, prend les armes contre ses concurrents politiques - ou simplement subit la répression de ces derniers.

(\*) Le sentiment de révolte est commun à toute classe exploitée, mais dans le capitalisme, entre l'attitude de simple révolte et sa transformation en attitude révolutionnaire, il y a l'écart qui sépare la petite-bourgeoisie du prolétariat. Seule classe à porter en elle le projet révolutionnaire de la nouvelle société, la classe ouvrière tend inévitablement à transformer sa révolte en oeuvre révolutionnaire, constructive, ouvrant des perspectives infinies à l'humanité. Sa violence révolutionnaire demeure un moyen, jamais un but en soi. Incapable de véritable cohérence, révoltée essentiellement par la menace de disparition que fait peser sur elle le capitalisme, la petite-bourgeoisie sombre au contraire inévitablement dans le désespoir sans issue de l'impuissance. La violence pour la violence, caractéristique du mouvement petit-paysan, des petits commerçants et des étudiants n'a pas d'autre fondement.

La violence préconisée ou subie ne peut en aucun cas constituer un critère suffisant (ni même important) pour juger de la nature de classe d'une organisation politique. Dans une société fondée sur l'exploitation, tous les rapports humains tendent à être des rapports de force. Dans la civilisation du capital qui connaît la traite des noirs dès sa naissance, s'épanouit dans le plus sanguinaire des impérialismes et vieillit dans les holocaustes des guerres mondiales, cette tendance atteint son paroxysme. Mais cette violence omniprésente ne régit pas seulement les rapports entre les classes antagonistes ; elle caractérise aussi l'essence-même des rapports entre fractions de la classe dominante. Quand les moyens "pacifiques", "démocratiques" ne suffisent plus, les fractions de la bourgeoisie sont contraintes de recourir aux moyens de la violence armée (ceci est d'autant plus fréquent que les butins qu'elles ont à se partager s'amenuisent -crises et difficultés économiques). Ainsi, les pays capitalistes les plus pauvres sont les plus secoués par ce type de conflits -dans lesquels, par ailleurs, les puissances impérialistes trouvent un moyen de s'affronter à peu de frais.

Sentimentalement, les victimes de l'Etat tendent souvent à bénéficier -a priori- d'une certaine sympathie de la part des exploités. A fortiori si elles sont présentées comme révolutionnaires. Mais rien n'est plus abject que l'utilisation de la haine de la répression du capital comme "couverture prolétarienne" pour les contrerévolutionnaires qui sont en conflit avec la clique de leurs confrères qui se trouve au pouvoir. C'est à travers ce genre de méthodes que les fractions de la bourgeoisie parviennent à recruter la chair à canon de leurs conflits. Ainsi, les trotskistes, qui, depuis plus de quarante ans ont toujours trouvé un camp à choisir ("le plus progressiste", le "moins réactionnaire", le "plus antifasciste", etc.) dans les conflits entre bourgeois, sont passés maîtres dans l'art de sergents-recruteurs de la contrerévolution -guerres de "libération nationale", conflits inter-impérialistes, guerres "anti-fascistes"... Peu

nombreux sont les événements de l'histoire bourgeoise où ils n'aient pas apporté leur grain de sable ou leur goutte de sang.

Mais peut-être nous dira-t-on : ce ne sont encore là que des raisonnements de "sectaires-puristes" : ce n'est pas la violence en soi qui est un critère mais la violence exercée ou subie par des éléments ou des organisations "sincèrement convaincus de leur volonté révolutionnaire". Voyons donc le contenu de cet autre avatar de la "dialectique gauchiste".

### la sincérité des militants

Lorsque nous mettons en question la nature de classe d'une organisation politique qui se dit "ouvrière" ou "révolutionnaire", on nous répond avec l'argument de "la sincérité des militants" (surtout celle de la "base"). L'absurdité de cet argument repose sur une séparation métaphysique entre l'organisation et ses membres, entre "les bons militants" et les "mauvais dirigeants" -alors que les organisations n'ont que les chefs qu'elles méritent : on utilise des arguments concernant des problèmes de personnalité pour éviter de poser les problèmes en termes de classes.

Pour déterminer les camps en présence dans une société régie par les conflits de classe, l'histoire ne laisse aucune place à la "psychologie individuelle" ! Les illusions ne cessent pas d'être des illusions du simple fait qu'elles soient "sincères" ! D'illusions et de bonnes intentions, le camp de la contrerévolution en est pavé. On ne juge pas un individu d'après l'idée qu'il a de lui-même, disait Marx ; on ne juge pas une organisation politique d'après ce qu'elle dit d'elle-même, ni même d'après l'idée qu'en ont ses membres.

Du point de vue individuel, Hitler pouvait être aussi sincère et dévoué que Marx ; le problème n'est pas d'être "sincère" ou "malhonnête" envers une cause, mais de savoir quelle cause on défend dans

la réalité, et, plus exactement, les intérêts de quelle classe on sert.

De deux choses l'une : ou bien on raisonne en termes de classe et on fonde la nature politique d'une organisation sur des critères de classe -et, dès lors, la seule attitude révolutionnaire face aux illusions qui surgissent inévitablement parmi les éléments en rupture avec la société actuelle, est celle de la dénonciation sans fard de leurs illusions et du rôle qu'objectivement celles-ci les amènent à jouer. Ou bien on s'embourbe dans le terrain individualiste pour patauger inévitablement dans les métaphysiques moralisantes des "motivations individuelles". On commence par affirmer le "droit à l'erreur" (✱) et on finit toujours par confondre le respect de l'individu qui se trompe avec le respect de son erreur. On se prétend "compréhensif" et, ne sachant plus ce qu'il faut comprendre, on ne contribue qu'à enfermer "l'incompris" dans son erreur. Toute cette attitude "non-sectaire" a sa source dans la confusion et ne peut servir que la confusion ; elle se nie d'avance tous les moyens pour aborder la question de la nature de classe d'une organisation politique, puisqu'elle quitte dès le départ la problématique de classe.

Une telle façon d'envisager le problème serait une simple confusion, une simple "incapacité", si cette confusion n'était pas une force contrerévolutionnaire, si son résultat concret n'était pas, encore une fois, de permettre la défense des organisations de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier.

Posséder une origine historique prolétarienne, avoir une composition sociale ouvrière, être victime de la répression de l'Etat, préconiser ou pratiquer la violence, s'auto-proclamer révolutionnaire ou être constituée de mili-

tants sincèrement dévoués, aucun de ces traits (pris isolément ou dans leur ensemble) ne fait d'une organisation politique un organe de classe du prolétariat.

Aucun de ces arguments n'est politique. Ce sont pourtant eux qui tiennent le haut du pavé dans les milieux dits "gauchistes" et, de façon générale, partout où le marxisme est absent, ou présenté uniquement sous la forme d'une idéologie livresque. C'est pourquoi toute attitude politique, toute recherche de cohérence révolutionnaire y est automatiquement taxée de sectarisme.

## LE VRAI CRITERE

Le rattachement d'une organisation politique à une classe est une question objective, qui se résout indépendamment des intentions et des illusions subjectives des membres qui la composent.

Etre l'organe politique d'une classe, c'est tendre, dans le mouvement de cette classe, à exprimer et à défendre les positions des intérêts historiques de cette classe. La question n'est pas de savoir : si telle ou telle organisation croit ou non, cherche ou non à défendre les intérêts du prolétariat, mais objectivement, le fait-elle ? Ceci soulève au préalable deux questions :

- 1°- Comment se définissent ces intérêts ?
- 2°- En quoi consiste la défense de ces intérêts ?

---

(✱) Nous ne disons pas que nous ne commettons pas d'erreurs sur d'autres points non encore élaborés. La conscience révolutionnaire n'est certes pas achevée. Mais ce que nous disons, c'est que la confusion sur les questions déjà réglées maintes et maintes fois par la pratique du prolétariat est devenue contre-révolutionnaire.

## définir les intérêts de la classe

Pour beaucoup, c'est ce problème qui est au centre de la question du sectarisme. Définir les intérêts de la classe ? Oui, mais toute organisation qui se dit révolutionnaire, prolétarienne, est convaincue de posséder la vraie définition de ces intérêts. Le sectarisme ne serait, justement, rien d'autre que la conviction d'être les seuls à détenir cette vérité. Qu'est-ce qui prouve que telle pensée est celle qui correspond à la réalité objective des intérêts du prolétariat ?

La réponse ne peut être donnée que par la pratique.

"La discussion sur la réalité ou l'irréalité de la pensée, isolée de la pratique, écrit Marx, est purement scolastique."

"La question de savoir si la pensée humaine peut aboutir à une réalité objective n'est pas une question théorique mais une question pratique. C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité et la puissance, l'en-deçà de sa pensée".  
(Marx, Thèses sur Feuerbach)

Mais de quelle pratique peut-il s'agir dans la question qui nous préoccupe ?

La pratique immédiate de l'organisation ? Elle ne suffit pas. D'abord, parce qu'elle n'a aucun sens pratique matériel en dehors de celle de la classe, ensuite parce que cette pratique immédiate de l'organisation est réduite à son expression la plus faible tant que le prolétariat n'a pas entrepris, dans son ensemble, une action révolutionnaire.

La pratique des individus ouvriers ? Non plus. Ce serait croire à la démarche ouvriériste, qui voit dans l'intérêt de chaque ouvrier individuel, ou salarié, l'expression des intérêts généraux du prolétariat. La réalisation des besoins historiques d'une classe

entraîne la satisfaction de ceux de ses membres. Mais l'inverse est totalement faux. C'est uniquement à partir de la pratique de la classe en tant que classe, face aux intérêts des autres classes, qu'un critère d'authenticité prolétarienne peut être établi.

Mais cette pratique de classe peut-elle se résumer à la pratique immédiate de la classe ? Et si les travailleurs se font mobiliser pour aller à la guerre impérialiste ? Ou s'ils demeurent dans la plus parfaite indifférence ou, du moins, dans une apathie larvée (ce qui est le cas le plus fréquent, puisque les périodes de véritable lutte de la classe sont rares dans l'Histoire) ? C'est encore insuffisant.

La seule pratique qui permette de trancher sur l'authenticité de la définition des intérêts du prolétariat que peut donner une organisation, c'est la PRATIQUE DU MOUVEMENT HISTORIQUE de la classe, telle qu'elle s'est déroulée depuis plus d'un siècle et demi de luttes.

C'est au cours de la pratique de sa lutte historique que le prolétariat définit et prend conscience de ses intérêts. C'est en affrontant les autres classes que son propre "programme de classe" s'est forgé et continue de se définir. Les travailleurs rejoignent le véritable combat de leur classe lorsqu'ils retrouvent la ligne générale que les acquis du passé ont tracée et quand ils l'enrichissent par leur propre expérience.

Contrairement à ce que pensent les fanatiques de l'antisectionarisme, la façon dont une organisation définit les intérêts du prolétariat ne vaut donc pas celle de n'importe quelle autre. Une idée n'en vaut une autre que tant que toutes deux ne sont pas confrontées à la pratique.

L'expérience historique du prolétariat a créé des critères objectifs, réels, capables de trancher impitoyablement parmi

les subjectivités des différentes organisations qui se proclament révolutionnaires.

Lorsque nous formulons dans notre plate-forme politique les intérêts actuels du prolétariat mondial, nous ne le faisons pas à partir d'inventions théoriques nouvelles ou de découvertes de tel ou tel militant; nos positions sont toutes le résultat clair, indiscutable, de l'expérience de la lutte historique du prolétariat.

Lorsque nous affirmons que telle ou telle question constitue une frontière de classe (c'est-à-dire une question dont la réponse situe son auteur à l'intérieur ou à l'extérieur du camp prolétarien), c'est qu'il s'agit d'un problème que la pratique de la classe a déjà résolu de façon indiscutable et définitive.

Deux exemples importants permettront d'illustrer ce que nous affirmons :

La question de savoir si le prolétariat doit, pour son émancipation définitive, conquérir l'appareil d'Etat bourgeois ou le détruire, était une question théorique, ouverte, au sein du mouvement ouvrier avant la Commune de Paris. Avec la première expérience insurrectionnelle politique du prolétariat, la question fut tranchée définitivement.

La Commune coûta des milliers de morts au prolétariat. Mais, si elle fut une défaite, elle n'en fut pas moins utile à la lutte historique de la classe qui la réalisa. Avec elle, le prolétariat mondial s'était enrichi d'une expérience fondamentale, dont les acquis devaient devenir de précieuses armes pour ses futurs combats. Et parmi ces acquis, la certitude de l'impossibilité de conquérir l'appareil d'Etat bourgeois au profit de la révolution prolétarienne, donc la nécessité de le détruire.

La question syndicale fournit un autre exemple. Si, aujourd'hui, les révolutionnaires du monde entier peuvent affirmer que la forme d'organisation syndicale est devenue un simple instrument d'encadrement de la classe ouvrière au service du capital, ce n'est pas parce que quelques "puristes" géniaux auraient inventé ce principe à partir de leurs réflexions théoriques abstraites.

C'est parce que soixante années de répressions syndicales, larvées ou sanglantes, soixante années d'échecs sanctionnant toute tentative de former de "bons" syndicats, soixante années d'affrontements violents avec les syndicats à chaque fois qu'une lutte sérieuse s'est engagée, ont permis de savoir définitivement à quoi s'en tenir sur la question syndicale.

"Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne font qu'exprimer en termes généraux les conditions réelles d'une lutte de classes qui existe, d'un mouvement historique qui se déroule sous nos yeux."  
(Marx et Engels : Manifeste...)

Parce qu'elle est la seule classe révolutionnaire de l'Histoire à être simultanément une classe exploitée, la classe ouvrière est la seule dont la victoire finale n'est pas le résultat d'une série de victoires partielles, mais, au contraire, d'une série de défaites fécondes. Cette suite de défaites ne peut contribuer à la victoire finale que si le prolétariat parvient à s'en approprier les résultats historiques.

Ces acquis, payés du prix de la vie de millions de prolétaires, sont la principale richesse du mouvement révolutionnaire prolétarien. Ce sont eux qui définissent de manière stricte le cadre minimal dans lequel s'inscrivent des "conceptions théoriques communistes". Ce sont eux qui obligent les révolutionnaires à dénoncer comme étrangères au mouvement prolétarien toutes les organisations qui, pour une raison ou pour une autre, ne les ont pas faits leurs.

Et il est évident que si, de ce qui précède, il découle que les questions autres que celles que l'Histoire a tranchées restent ouvertes à la discussion, il n'en demeure pas moins que tout enrichissement, tout dépassement de notre plate-forme ne peut se faire qu'en intégrant les acquis minimaux qui délimitent, sans aucune tergiversation possible, les frontières que l'histoire de ses luttes impose aujourd'hui à la classe prolétarienne.

## défendre les intérêts

### historiques de la classe

En tant qu'organisation distincte, les révolutionnaires n'agissent pas directement, matériellement, contre le système qu'ils combattent. Seule la classe dans son ensemble peut entreprendre la transformation matérielle de la société. C'est pourquoi la "défense des intérêts historiques du prolétariat" consiste pour les révolutionnaires, d'abord et avant tout, à défendre au sein de leur classe l'acquis historique de sa propre lutte.

Aussi, ce qui garantit l'authenticité du lien d'une organisation politique avec le prolétariat, ce n'est :

- ni le "contact physique" avec les ouvriers (mythe de l'ouvriérisme gauchiste),
  - ni l'affrontement violent avec l'Etat (mythe du terrorisme anarchiste),
- mais la capacité à faire siennes les posi-

tions politiques que l'histoire de la lutte prolétarienne a définies.

L'importance primordiale des positions politiques, des conceptions théoriques, ne transforme en aucune manière l'organisation révolutionnaire en un laboratoire théorique, un groupe d'études sociologiques. Le marxisme n'est pas une "interprétation du monde" mais la "théorie de sa transformation". LA COHERENCE THEORIQUE REVOLUTIONNAIRE NE PEUT SURGIR ET SE DEVELOPPER QUE SOUS L'IMPULSION PERMANENTE DU SOUCI MILITANT DE L'INTERVENTION POLITIQUE.

Il faut donc qu'il n'y ait aucune équivoque sur ce que nous défendons : nous ne sous-estimons en rien les responsabilités militantes d'une organisation prolétarienne. Ce que nous cherchons à mettre au clair, c'est que le souci politique d'intervention militante, s'il est nécessaire, ne suffit pas, à lui seul, à faire d'une organisation politique un organe véritable du prolétariat.

## SECTARISME ET INTRANSIGEANCE REVOLUTIONNAIRE

L'intransigeance révolutionnaire ne peut être comprise comme nécessité que par les révolutionnaires eux-mêmes. Pour l'esprit philistin, pour la pensée opportuniste, elle apparaît comme du "sectarisme".

La pensée révolutionnaire ne peut se former qu'en opposition aux idéologies dominantes. C'est pourquoi les organisations politiques que l'histoire du mouvement ouvrier a consacrées comme authentiquement prolétariennes (l'A.I.T. pendant la Commune de Paris, le parti bolchevik en 1917, le Spartakusbund en 1918-1919, par exemple) ont toutes été des organisations ultra-minoritaires pendant la quasi-totalité de leur existence. Le développement de leur influence ne s'est produit qu'au cours des phases avancées du mouvement

révolutionnaire. En fait, seul le parti bolchevik connut un véritable épanouissement de son importance, du fait que le mouvement révolutionnaire du prolétariat russe fut le seul à vivre suffisamment de temps avant la défaite. Toutes ces organisations, sans exception, ont entendu en permanence les accusations de "sectaires", de "puristes romantiques", etc., de la part de partis que leur "tolérance" devait conduire hors du terrain de classe. Et il ne pouvait en être autrement.

L'intransigeance d'un Lénine en avril 1917, celle d'un Liebknecht en novembre 1918 demeurent parmi les plus grands exemples d'efficacité révolutionnaire dans le mouvement prolétarien. Et leur force ne leur venait pas

d'un mystérieux talent pour "inculquer la conscience aux masses passives", ou d'un "magnétisme personnel", mais de leur capacité à exprimer clairement et sans concessions la volonté révolutionnaire qui mûrissait dans les entrailles de la classe, dont ils n'étaient qu'une fraction.

Si sectarisme veut dire intransigeance impitoyable envers tous les courants étrangers à la lutte historique du prolétariat, capacité à aller "contre le courant", quitte à se retrouver encore plus minoritaires lorsque les idées de la classe dominante aveuglent les travailleurs, alors toutes les organisations révolutionnaires ont été "sectaires".

Contrairement au lieu commun si cher aux "réalistes" de la bourgeoisie, la secte ne naît pas de la faiblesse numérique ou de l'intransigeance théorique, mais de l'incapacité à rattacher sa propre existence au mouvement réel, apparent ou non, qui anime la vie des sociétés.

Lorsque Lénine, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg se retrouvaient seuls, isolés, avec une petite poignée de révolutionnaires, mais combattant sans pitié ni faiblesse la gigantesque marée chauvine qui inondait le prolétariat européen embrigadé dans la première boucherie impérialiste mondiale, lorsqu'ils misaient sur l'inévitable réveil du prolétariat mondial, ils ne s'enfermaient pas dans une "secte". Les sectes ne pouvaient plus naître dans leur camp mais dans celui des défenseurs d'un système social qui venait de signer dans la plus horrible barbarie sa propre condamnation à mort.

Ceux qui ne voient dans l'intransigeance révolutionnaire que du "sectarisme" ne sont que ceux que l'Histoire a définitivement condamnés à mourir dans des sectes.

Quant aux révolutionnaires, l'Histoire leur a appris que leur pensée est comme la révolution elle-même : elle est intransigeante ou elle n'est rien !

R. Victor

### **appel à nos lecteurs pour un soutien financier**

Avec l'aggravation accélérée de la crise Révolution Internationale se trouve confronté à des tâches de plus en plus urgentes, sur le plan national comme sur le plan international.

Publication régulière de la revue, parution du maximum de bulletins de discussion, correspondance et contacts avec d'autres pays, tracts etc. Tous cela coûte cher. Et précisément au moment où la situation exige de nous un effort élargi, elle nous impose une augmentation vertigineuse des prix.

Les coûts de publication de la revue ont augmenté de plus de 60% au cours des six derniers mois. Un emballement accéléré des prix du papier, de l'encre, etc est prévu dans les mois à venir.

Jusqu'ici, nous avons fait le maximum pour maintenir des prix abordables. Nous ne pourrons continuer que si nous bénéficions d'un soutien de la part de nos lecteurs, sympathisants et amis.

C'est pourquoi, nous ouvrons une souscription et leur demandons d'envoyer leur contribution à :

Robert CAMOIN  
CCP 714 43 MARSEILLE.

# LA PERIODE DE TRANSITION

(deuxième partie) (\*)

Dans la première partie de notre étude, nous avons développé les fondements de notre thèse : le capitalisme n'achève pas le cycle historique de la socialisation de la production par l'échange. Son oeuvre consiste à créer et à épuiser un marché mondial, mais il ne parvient jamais à la communauté matérielle. Il entre dans sa crise générale avant d'avoir poussé jusqu'au bout l'unification de l'humanité. Ce point est atteint au début du XXe siècle. C'est alors que la décadence du système développe et approfondit à la fois la nécessité (crise irréversible qui met en péril la survie de la société) et la possibilité (forces productives qui crèvent potentiellement les limites étroites du capital : nation, entreprise, échange) du communisme. A partir de 1914, c'est le double mouvement de développement des forces productives et de leur oppression grandissante par le carcan des rapports capitalistes périmés qui tend à produire une crise matérielle générale et des crises-guerres cycliques de plus en plus profondes. L'horrible délabrement de la vie sociale qui accompagne la crise historique exprime que le capital n'est plus ca-

pable d'assurer de façon progressive la reproduction matérielle. Pour que soit poussé jusqu'au bout le processus de socialisation matérielle que recouvre la forme capitaliste, il faut d'abord que cette forme soit détruite. Puisque le capitalisme tend vers l'unification et la socialisation de l'humanité, mais ne parvient pas à réaliser ces tendances, c'est donc au communisme qu'échoit le rôle de clore ce cycle. ET DE FAIT, AU FUR ET A MESURE QUE SE DEPLOIE LA CRISE HISTORIQUE DU CAPITALISME, IL APPARAÎT DE PLUS EN PLUS NETTEMENT QUE LES TACHES SIMULTANÉES ET COMPLÉMENTAIRES DE CONCLURE ET PARACHEVER LA SOCIALISATION ET DE DISSOUDRE LA FORME CAPITALISTE SE CONFONDENT. Du fait de l'interdépendance mondiale, du niveau de productivité, de la surpopulation relative et du gaspillage (forces productives potentielles), il ne fait plus de doute que ces tâches matérielles et sociales peuvent être effectuées par des moyens communistes inférieurs (c'est à dire non marchands).

C'est à partir de là qu'on peut poser le problème de la période de tran-

---

(\*) Le premier de cette série d'articles a été publié dans RI n° 5 (nouvelle série). S'agissant d'une recherche sur une question décisive mais encore ouverte, tous ses aspects n'expriment pas nécessairement le point de vue de tous les membres du groupe. Ce qui est vrai d'un article défendant une position déjà définie par l'organisation, à savoir qu'il existe de nombreuses nuances entre les militants, l'est encore plus d'un article traitant d'un problème aussi complexe et inachevé que la période de transition.

sition. Entre capitalisme décadent et communisme, il y a discontinuité, renversement brutal des tendances sociales. Le prolétariat ne construit pas le communisme (sa propre négation) à partir des rapports sociaux capitalistes, mais contre eux, à partir de ce qui leur échappe et ce qu'ils étouffent : les forces productives. Le communisme est un mouvement de dissolution du capital et des résidus pré-capitalistes par les forces productives et les prolétaires. Il n'est pas la transformation graduelle du capital. Entre capitalisme et communisme, il n'y a pas de mode de production transitoire (1). S'il y a transition, c'est entre le communisme comme mouvement issu des flancs de la vieille société et confronté à des tâches qui impliquent contraintes, contingentement, etc., et le communisme supérieur débarrassé de ce travail. La période de transition n'est pas un mode de production spécifique et institutionnalisé. C'est déjà le communisme inférieur, c'est à dire d'emblée un procès de développement des rapports non marchands, un mouvement de destruction du salariat, une lutte sans trêve contre le passé

Seul le développement de la contradiction forces productives/rapports de production qui se manifeste au cours de la période de décadence fait apparaître aux yeux de tous les conditions de ce mouvement comme enfouies au sein même de la société. Nous devons maintenant montrer pourquoi Marx ne pouvait pas, à son époque, apporter une réponse véritablement cohérente, bien que les instruments théoriques nécessaires pour l'aborder existaient dans son oeuvre.

Il va de soi que nous n'avons nullement l'intention de nous livrer à des spéculations sur les formes précises et les mesures circonstanciées de la période de transition. Ce que nous affirmons, c'est simplement qu'aujourd'hui apparaissent avec suffisamment de netteté les conditions matérielles indispensables pour mieux définir la nature de cette période, ses tendances essentielles, sa dynamique et, par conséquent, nous tentons de planter certains poteaux indicateurs généraux. Ce travail est indispensable parce qu'il faut comprendre

quel type de mesures et formes sont incompatibles avec le développement du mouvement communiste.

## L'IMMATURITE DES CONDITIONS AU XIX<sup>e</sup> SIECLE

La théorie communiste scientifique apparaît au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, avant que soient produites les conditions matérielles du communisme. En effet, dès que les tendances à la constitution du marché mondial et à la domination réelle du capital, et la lutte de classe du prolétariat révèlent leurs traits fondamentaux, les matériaux nécessaires à l'élaboration du matérialisme historique sont posés. Il est déjà possible de faire la critique du capitalisme et de déduire de ses contradictions le mouvement vers un mode de production supérieur, non-marchand, universel et fondé sur la communauté humaine. C'est ce qui explique que les bases générales sur lesquelles s'est développée et se développe encore la théorie révolutionnaire aient pu être jetées dès cette époque.

Mais la définition des tendances de la période de transition à partir des prémisses matérielles existantes demeure impossible. Tant que le capitalisme n'a pas achevé son oeuvre historique (constitution d'un marché capitaliste mondial au début du XX<sup>e</sup>) ; tant que sa crise irréversible n'a pas développé la révolte des forces productives modernes contre les rapports sociaux (décadence), on ne peut saisir les déterminations spécifiques du mouvement qui devra le dissoudre, c'est-à-dire de ce qu'on appelle la "période de transition". Pour qu'apparaissent avec suffisamment de netteté les conditions matérielles qui permettent de commencer à poser ce qui apparaissait au XIX<sup>e</sup> comme une énigme insoluble, il faut deux choses :

1) que soit produite la condition

de base, minimum du communisme : la constitution d'un capitalisme mondial ;

2) que la contradiction entre le développement mondial des forces productives et leur étouffement barbare et contre-révolutionnaire par le capital national (décadence du système, crise matérielle) se déploie et révèle aux yeux des hommes avec une acuité aveuglante à la fois la POSSIBILITE du communisme et sa NECESSITE.

Quand Marx écrit le "Manifeste" ou la "Critique du programme de Gotha", il est impossible au prolétariat de s'attaquer dans la pratique à ses propres tâches sociales. "Tant que les hommes en sont encore à créer les conditions de leur vie sociale... ils ne peuvent en aborder la transformation." (2). C'est pourquoi, en l'absence des conditions mêmes d'une révolution communiste pure, Marx et Engels ont fait preuve d'une remarquable prudence quant à la définition des caractères du communisme inférieur (on verra qu'ils s'étaient déjà élevés infiniment plus haut que les "marxistes" bourgeois qui se réclament d'eux : sociaux-démocrates, stalinien, trotskystes).

Bien sûr, la vision historique générale de Marx-Engels reste le fondement de tout progrès ultérieur dans la pensée du prolétariat sur cette question. Pourtant nous devons montrer que les conditions faisaient défaut pour qu'ils puissent donner un début de solution au problème et nous expliquerons du même coup les étranges contradictions dans lesquelles ils s'empêtrent, dans les rares occasions où ils se hasardent à traiter directement le problème.

Deux mots à l'adresse des "orthodoxes". Nous sommes, autant que quiconque, adversaires des nouveautés superficielles qui ne sont très souvent que des vieilleries déjà réfutées. Mais le marxisme n'est pas une idéologie, il est une théorie critique qui est le produit et le fécondateur d'un mouvement pratique réel. Une théorie qui serait incapable de faire la critique permanente de sa propre pratique passée et des erreurs qui ont accompagné ses premiers pas serait tout sauf un moment d'une praxis sociale vivante : une métaphysique morte. Ceux pour qui le programme est "intégral" depuis 1848 et pour qui la conscience est achevée à une époque

où l'être (le prolétariat mondial) est en train de se former devront cesser de psalmodier et nous expliquer pourquoi Marx, qui a porté l'estocade aux bons horaires, va les déterrer au cimetière des utopies dans sa lutte contre l'influence lassalienne ("Crit. du Progr. de Gotha") ; pourquoi lui et Engels, pénétrés jusqu'à la moëlle de la vision mondiale de la révolution, l'oublient lorsqu'ils abordent la question du communisme inférieur ; pourquoi ces géants de la pensée humaine qui ont, les premiers, fait la lumière sur l'essence de l'Etat, sont amenés à certains moments à assigner à cet organe imposé par le passé une tâche qui lui est organiquement étrangère : révolutionner la société ; pourquoi, après avoir démontré le caractère bourgeois de la nation moderne, ils sont amenés, par endroits, à laisser supposer qu'elle pourrait constituer un cadre pour l'élimination de l'anarchie marchande, etc.

Rien de plus hypocrite que la respectueuse orthodoxie de ceux qui nient ces contradictions. (Et dans le cas du courant stalino-gauchiste, l'aveuglement a une fonction bien précise : défendre le salariat, la nation et l'Etat-capital). Quant à nous, c'est en nous fondant sur la vision générale de Marx-Engels et leur critique révolutionnaire de l'économie, l'Etat, la nation que nous essayerons de faire la critique de leurs propres déviations, inévitables à l'époque sous la pression des rapports réels et de leur non-maturation : bons du travail, concessions au fétichisme de l'Etat, vision "inter-nationale". Ce n'est pas seulement le passé qui est en cause. La social-démocratie a amplifié et monté en épingle ces erreurs, les figeant en une idéologie contre-révolutionnaire. Cette idéologie est à la racine des conceptions bourgeoises que les bolcheviks et l'IC n'ont que partiellement dépassées -- et, en général, elle continue de ravager la conscience du prolétariat.

Tout d'abord, il nous faut expliquer ce que nous affirmons : les conditions matérielles et sociales n'existaient pas pour poser de façon concrète le problème du bouleversement communiste de la société. Nous allons voir que les contradictions et déviations de Marx-Engels évoquées plus haut

trouvent leur source dans cette situation.

0  
0 0

Au XIXème siècle, on peut abstrai-  
tement déduire des lois du capitalisme la  
tendance à la création d'un marché mondial.  
"La tendance à créer le marché mondial  
existe donc immédiatement dans la notion de  
capital" (3). Cependant, dans la réalité,  
ce marché n'existe pas. L'oeuvre de socia-  
lisation matérielle par l'extension de la  
domination du capital est encore en chantier.  
La plus grande partie de l'Asie et de l'Afri-  
que est constituée de secteurs pré-capita-  
listes qui résistent avec acharnement à la  
pénétration du capital. La majeure partie  
de l'économie mondiale n'est pas soumise  
aux lois du capital. Non seulement 90 % de  
l'humanité est un agrégat de petits pro-  
ducteurs non dépendants d'un marché capi-  
taliste, tenanciers, demi-serfs, etc., mais  
ce n'est encore que la lisière de ce vieux  
monde antique qui commence à être corrodée  
par le marché capitaliste. En 1858, Marx  
écrit à Engels : "Sur le continent, la ré-  
volution est imminente et prendra tout de  
suite un caractère socialiste, mais ne sera-  
t-elle pas étouffée dans ce petit coin puis-  
que sur un terrain beaucoup plus grand, le  
mouvement de la société bourgeoise est en-  
core ascensionnel ?" (4).

Il faudra encore que l'ilot où  
domine le rapport salarier s'étende, essen-  
tiellement sous le fouet de la contradic-  
tion centrale du mode de production capi-  
taliste: l'impossibilité de réaliser la  
plus-value autrement qu'en pénétrant des  
secteurs pré-capitalistes (\*).

Cette situation est caractérisée  
par deux phénomènes indissociables qui ne  
représentent, au fond, que deux expressions  
du caractère progressif et ascendant du  
système: (nous ne les séparons que pour la  
commodité de l'analyse)

1) Le capitalisme doit encore se  
développer. Puisqu'il n'existe pas d'in-  
terdépendance profonde et irréversible de  
l'économie mondiale (division universel-  
le du travail), la tâche objective ne  
saurait être en aucune façon de s'attaquer  
à l'échange marchand. Seule cette forme  
peut assurer une socialisation du produit  
et une socialisation historique de la pro-  
duction

2) Le capitalisme peut se dévelop-  
per. Puisque des aires non soumises au  
marché capitaliste survivent et constituent  
même un secteur quantitativement prédomi-  
nant, pratiquement inépuisable pour les  
besoins de valorisation du capital de l'é-  
poque, le capitalisme ne peut connaître de  
crise au sens historique du terme:

"les crises telles que nous les  
"avons connues jusqu'à présent (1898)  
"ont (...) le caractère de crises

(\*) Cette manifestation est la contradiction essentielle, parce qu'elle est la plus inhé-  
rente au caractère même du rapport capitaliste: le TRAVAIL SALARIE. La création de surplus  
sous la forme de travail GRATUIT (plus-value) dans un système marchand basé sur l'échange  
de valeurs équivalentes est une contradiction qui est l'expression de la nature de la  
phase capitaliste (négation de l'échange par la généralisation de l'échange). Comme l'in-  
dique Marx, le travail gratuit est un véritable viol des lois marchandes. Puisqu'il y a  
création de marchandises sans équivalent sur le marché purement capitaliste (ouvriers plus  
capital plus capitalistes), le problème de la réalisation devient le talon d'Achille du  
capital. Ceux qui se flattent de ne considérer que la "production" et déclarent avec la  
témérité de l'ignorance qu'il n'y a pas de problème de marché ne saisissent pas ce qui  
caractérise la production capitaliste: la contradiction entre l'échange de la marchandise  
force de travail et la valeur d'usage du travail vivant, sa capacité à créer du surtravail.  
Tant que le capitalisme n'est pas mondial, cette contradiction est un moteur de son déve-  
loppement. Dès qu'il le devient, elle le précipite dans sa crise mortelle, et c'est alors  
que la tendance à la baisse du taux de profit devient un poison mortel pour chaque capital  
dans un marché saturé. (5)

"juvéniles. Nous n'en sommes pas parvenus au degré d'élaboration et d'épuisement du marché mondial qui pourrait provoquer l'assaut fatal et périodique des forces productives contre les barrières du marché, assaut qui constituerait le type même de la crise de sénilité du capitalisme (6)." (R. Luxembourg).

Le communisme comme nouveau mode de production (et donc de "répartition") ne s'impose pas objectivement. Il n'est ni une nécessité, ni une possibilité (bien qu'il puisse être parmi les ouvriers communistes une aspiration théorique parfaitement fondée).

La "grande action civilisatrice du capital : l'appropriation universelle de la nature et l'établissement d'un réseau englobant tous les membres de la société" (7) n'est pas encore parvenue au stade qualitatif qui jette les bases matérielles susceptibles de permettre l'unification communiste du monde. L'absence d'un véritable marché mondial, c'est à dire d'un degré d'unification tel que plus aucun secteur important du globe n'échappe aux lois du capital global mondial, était une entrave décisive à la transformation des rapports sociaux. (\*)

En effet, en supposant même que la socialisation de la production et la domination réelle du capital aient été suffisamment développées en Europe - ce qui n'est pas le cas (9) - les économies pré-capitalistes non-intégrées à une division internationale du travail ne pouvaient être assimilées que par la pénétration, de gré ou de force, de marchandises et de capitaux - alors qu'aujourd'hui, elles sont

dissoutes, démembrées et tellement dépendantes du secteur capitaliste que le communisme pourra d'emblée s'appuyer sur leurs besoins matériels et techniques pour conduire le processus d'assimilation des régions non socialisées. A l'époque, les racines mêmes de l'échange (la dispersion des producteurs) auraient reproduit inévitablement les mêmes rapports capitalistes, en sevelissant la faible dictature du prolétariat. Au lieu que le secteur directement socialisable phagocyte, selon sa logique, les secteurs de petite production, ce sont ces derniers qui auraient englouti la production sociale. Si le prolétariat était parvenu au pouvoir, il aurait été face au cruel dilemme de Thomas Münzer:

"C'est le pire qui puisse arriver au chef d'un parti extrême que d'être obligé de prendre le pouvoir en main, à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour l'application des mesures qu'exige la domination de cette classe... Il est obligé de ne pas représenter son parti, sa classe, mais la classe pour la domination de laquelle le mouvement est précisément mûr".(10)

Cette immaturité générale peut être décelée également au coeur de la production sociale elle-même. La tendance à la domination réelle (11) du capital sur le procès du travail connaît réellement son accélération décisive au cours du dernier quart du XIXème siècle et du début du XXème (et trouve son expression exacerbée et suprêmement antagonique aujourd'hui). C'est précisément au cours de

---

(\*) Nous ne disons pas qu'il faut qu'il ne subsiste plus dans le capitalisme mondial de secteurs précapitalistes. Nous avons expliqué dans notre première partie qu'un tel stade est impossible. Par contre, nous affirmons qu'il faut que la plus grande partie de ces secteurs ait été disloquée et soumise au marché capitaliste. Comme le dit Marx: "Dans toute formation sociale, c'est une production déterminée qui assigne à toutes les autres leur rang et leur importance. Les rapports essentiels jouent un rôle déterminant à l'égard des autres". (8) Ce stade est acquis avec la formation du marché mondial, et, alors toutes les formes de production et d'échange archaïques sont subordonnées au rapport dominant, le rapport capitaliste.

la constitution d'un marché mondial et à cause de cette constitution que cette accélération se produit. Il y a donc, entre la période de formation du marché mondial et la période où la socialisation, concentration, rationalisation atteignent leur phase développée, celle où elles prédominent -- un lien général, indirect mais réel.

Ce n'est précisément qu'avec la formation du marché capitaliste mondial que se crée un capital global mondial (lois générales du capitalisme s'imposant directement sur tous les capitaux). C'est pourquoi, la tendance à réaliser pleinement ses tendances internes ne s'accélère de façon décisive que parallèlement à la conquête du monde. Tant que subsistent des secteurs extra-capitalistes décisifs non soumis, la possibilité pour les différents capitaux de fuir relativement la compétition directe sur le marché purement capitaliste, pour réaliser l'accumulation à l'extérieur freine la nécessité pour chaque capital de bouleverser de fond en comble l'organisation du travail et de la distribution. C'est sous la cravache cinglante d'une compétition sans issue, mortelle et mondiale que vont être véritablement amorcés les processus suivants:

- formation d'un capital national, étatisme, concentration,
- bouleversement radical des vieux modes de travail,
- élimination du caractère encore relativement indépendant et artisanal de la distribution.

C'est donc au fur et à mesure que le capitalisme devient un mode de production international, où la loi de la valeur s'exerce directement sur tous les capitaux que ceux-ci sont conduits pour assurer leur compétitivité à donner le coup de fouet

décisif à la socialisation de la production et de la distribution. C'est seulement avec la formation du marché universel qu'on peut dire que l'anarchie de l'échange détermine complètement et directement l'organisation au sein de la fabrique. Auparavant, c'est là une tendance visible mais contrecarrée par la possibilité d'une "fuite" vers le monde extra-capitaliste. Désormais, la nation tend à devenir une fabrique unique, dépendante de la division mondiale du travail (tendance bien sûr jamais achevée, même dans le capitalisme d'Etat). Ces tendances ne cesseront d'être exacerbées et mises pleinement en lumière aux yeux des hommes au cours de la période de décadence où elles indiquent à la fois la barbarie du capital et la possibilité d'une humanité libérée (chaînes semi-automatiques, trusts intégrés à l'Etat, bureaucratie, capitalisme d'Etat, pénétration de toutes les sphères jusque-là relativement autonomes, chaînes socialisées de distribution, etc.) (\*)

C'est pourquoi, il nous semble légitime de lier, en gros, l'ère de la formation définitive du marché mondial (jusqu'en 1914) avec celle où la domination réelle du capital devient la tendance prédominante (et ne l'est donc pas encore). La période de décadence ne fera que développer de façon aiguë et dramatique la contradiction entre la socialisation de la production mondiale et le maintien des rapports sociaux capitalistes devenus désormais contre-révolutionnaires (condition indispensable pour que ce conflit soit poussé jusqu'au bout par les hommes eux-mêmes). Comme l'écrit R. Luxembourg,

"Une fois le marché mondial élaboré et constitué dans ses grandes lignes et tel qu'il ne peut plus s'agrandir au moyen de brusques poussées expansionnistes, la pro-

(\*) Ces tendances ne sont pas une simple continuation de la période ascendante. Elles sont de plus en plus marquées du sceau contre-révolutionnaire des rapports sociaux qui les portent. Cependant par leur simple accentuation, elles indiquent la nécessité et la possibilité du communisme. On retrouve cette ambivalence pour ce qui est de la "domination réelle": alors qu'au XIX<sup>e</sup> l'augmentation de l'extraction de plus-value relative (intensification du travail) permettait de diminuer la journée de travail, aujourd'hui elle atteint des sommets sans précédent mais ne s'accompagne nullement d'une diminution de la durée du travail. On travaille autant qu'au début du siècle.

"ductivité du travail continuera à s'accroître d'une manière irrésistible : c'est alors que débutera, à plus ou moins brève échéance, l'assaut périodique des forces de production contre les barrières qui endiguent les échanges..." (12)

On peut donc dire qu'en 1848 ("Le Manifeste") ou en 1876 ("Critique du programme de Gotha") on retrouve du point de vue du marché comme sous l'angle de l'organisation de la fabrique deux expressions complémentaires de l'immaturité de la société pour le communisme. Résumons simplement ici quelques points de ce deuxième aspect qui permettront de comprendre les contradictions de Marx :- le degré encore relativement faible de concentration des moyens de production et d'intégration des entreprises dans une division du travail social (d'où nécessité de l'échange et impossibilité de lui substituer un mode différent de réglementation sociale).

- le faible degré de domination réelle du capital sur la production a pour effet, entre autre, que la force de travail collective, indivisible n'apparaît pas comme vraiment réalisée. D'où la nécessité, objectivement et subjectivement, de stimulants individuels et le fameux problème de la rétribution individuelle.

- l'anarchie de la distribution et l'inexistence d'un secteur agricole capitaliste conséquent (sauf l'Angleterre) posait comme impossible une socialisation de la consommation (nécessité du salaire).

- la relative faiblesse du secteur improductif par rapport au monstre dévorant qui apparaîtra au cours de la décadence (armement, bureaucratie, secteur tertiaire) faisait de la diminution du temps de travail une perspective lointaine à l'époque, etc.

La meilleure preuve que Marx-Engels eux-mêmes étaient conscients de cette situation, c'est la perspective générale qu'ils définissent pour le prolétariat de cette période. Les mesures économiques préconisées dans le "Manifeste Communiste" (13) sont, et à dessein, un véritable

"programme de transition" à une époque où cela pouvait se concevoir (celui de Trotsky en 1938 sera une bouffonnerie). Qu'il ne s'agissait nullement de mesures socialistes, Marx n'en doutait pas : "Elles paraissent insuffisantes et insoutenables, mais au cours du mouvement se dépassent elles-mêmes". (14)

Il s'agit de transformations qui n'abolissent pas la propriété privée, mais de mesures qui "comportent une atteinte directe à la propriété privée" (15). Elles sont réalisées, pour l'ensemble, par le capitalisme aujourd'hui. Leur axe est :

"Centralisation dans les mains de l'Etat, du système du crédit et du commerce de l'argent, au moyen de la création d'une banque nationale avec un capital d'Etat!" (16)

La seule perspective envisageable (et que l'histoire a prouvée impossible) pour la classe ouvrière était la suivante : dictature politique du prolétariat avec constitution du cadre démocratique, au sein duquel la classe pourra à la fois pousser au développement des forces productives et du capitalisme, tout en bénéficiant des meilleures conditions pour mener parallèlement, entre autres moyens, violents ou non, la lutte de classe révolutionnaire. Lorsque Engels envisage de "racheter la propriété par un lent remboursement à terme", ce n'est pas parce qu'il est réformiste (il suppose d'abord la dictature du prolétariat). C'est parce qu'il sait que "on ne pourra supprimer complètement la propriété privée que quand on aura créé les moyens de production nécessaires" (17). C'est dans le même esprit que Marx écrit, dans la "Guerre civile en France" :

"La Commune est la forme politique de l'émancipation sociale (...); elle n'est pas le mouvement social de la classe ouvrière, et par suite, elle n'est pas le mouvement d'une régénération universelle de l'humanité, mais seulement son moyen d'action organisé. La Commune n'élimine pas les luttes de classe par lesquelles la classe ouvrière s'efforce de supprimer toutes les classes (...), mais elle crée le stade intermédiaire rationnel

"par lequel cette lutte de classe peut passer de façon la plus rationnelle et la plus humaine... L'organisation communale, une fois fermement établie à l'échelle nationale (NB), les catastrophes qu'elle aurait peut-être à subir seraient des rébellions d'esclavagistes qui, en interrompant certes momentanément l'oeuvre de progrès pacifique, ne feraient qu'accélérer le mouvement, en armant le bras de la révolution sociale.

"La classe ouvrière sait qu'elle doit passer par différentes phases de la lutte de classe. Elle sait que le remplacement des conditions (NB) économiques de l'esclavage du travail par les conditions (NB) de travail libre et associé ne peut être que l'oeuvre du temps(...). Elle sait que l'actuelle "action spontanée des lois naturelles du capital et de la propriété foncière" ne peut être remplacée par "l'action des lois de l'économie sociale du travail libre et associé" qu'à la suite d'un long processus de développement des conditions nouvelles..."(18)

On comprend cette curieuse formulation : "révoltes d'esclavagistes" quand on saisit la perspective globale définie dans le "Manifeste" et le "Catéchisme communiste" :

"Le prolétariat se servira de la suprématie politique pour arracher (NB) petit à petit tout le capital (NB) à la bourgeoisie..."(19)

"La révolution établira tout d'abord une constitution démocratique et, par là, directement ou indirectement la domination du prolétariat (...) - directement en Angleterre, où le prolétariat constitue déjà la majorité, indirectement en Allemagne et en France..."

"Une fois accomplie la première atteinte radicale à la propriété

"privée, le prolétariat devra concentrer de plus en plus dans les mains de l'Etat tout le capital (si l'agriculture et l'industrie, les transports, et les échanges. C'est le but que poursuivent toutes ces mesures et elles seront applicables et obtiendront leur effet centralisateur au fur et à mesure de l'accroissement des forces productives du pays, réalisé grâce au travail du prolétariat,..."

"Enfin quand tout le capital, toute la production et tous les échanges seront concentrés dans les mains de l'Etat, la propriété privée tombera d'elle-même..." (20)

En résumé, la tâche du prolétariat est double (20 bis) : unifier les dernières tâches proprement bourgeoises et les premières tâches communistes ; de développement du capital et de mesures préparatoires à sa destruction. Ce n'est qu'après avoir réalisé cette double tâche que le prolétariat peut entrer dans le communisme inférieur. Mais nous allons voir que l'immaturité des conditions pèse également sur ses tentatives de définir cette dernière.

## LES CONTRADICTIONS CHEZ MARX-ENGELS

Toute la théorie marxiste s'oppose à l'idée d'un "mode de production transitoire" qui ne serait ni capitaliste, ni communiste. Il y a la "période de transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société communiste" et "ce à quoi nous avons à faire, c'est à une société communiste, non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste..." (22)

Le rapport capitaliste n'est pas une simple somme de déterminantes qu'on pourrait retrancher les unes après les autres, mais un procès de valorisation dont chaque moment est inséparable des autres (vente de la force de travail,

extraction et réalisation de la plus-value, capitalisation, etc.). C'est ce que n'ont jamais compris les "économistes" trotskystes comme Prébrazjensky ou Mandel qui parlent sans rire d'une "production socialiste" qui coexiste avec une "distribution" mercantile. Marx et Engels n'ont jamais imaginé un seul instant qu'on puisse "abolir" juridiquement la forme capital tout en perpétuant son être même, sa chair, son sang : le rapport salarial !

"Laisser subsister le salariat et "abolir le capital, c'est donc une "revendication qui contient sa propre négation" (23).

Les horreurs qu'on professe dans les cours d'"économie politique" gauchistes n'ont rien à voir avec le communisme. Pour Marx-Engels, une chose est sûre : il n'y a pas de rapports "intermédiaires" entre les rapports marchands et ceux du communisme inférieur. Dans ce deuxième mode de production, quels que soient les tares, stigmates et contraintes dont on hérite, QUEL QUE SOIT LE MODE DE REPARTITION, IL VA DE SOI QUE :

1) Le marché disparaît car "c'est directement (et non par l'échange) que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la communauté..." (24)

2) L'échange de la force de travail avec les moyens de subsistance (salariat) est aboli avec la "réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant d'après un plan concerté, leurs forces comme une seule et même force de travail social" (25).

Pour Marx-Engels, il ne fait aucun doute que le communisme inférieur est une société non marchande avec contingentement, alors que le communisme supérieur est une société non marchande sans contingentement.

Dans la discussion sur les diverses erreurs de Marx, il n'y a de place que pour ceux qui admettent cette vision élémentaire. Même lorsque Marx-Engels se trompent, il reste clair pour eux que capitalisme et communisme sont deux mouvements discontinus et radicalement opposés. Marx et Engels sont des communistes qui dévient, sous la pression des conditions de l'époque, à certains

moments. Les défenseurs du "socialisme" salarial, étatique, mercantile et national se placent eux, sur le terrain de l'"économie politique", c'est à dire de l'apologie du capital.

## la question des bons du travail

Le mode de distribution des produits du travail est une conséquence de la distribution des moyens de production, elle-même déterminée par le degré de socialisation des forces productives. Il est impossible, tant que n'existe pas une domination qualitative de la production socialisée, de socialiser la consommation.

Tant que la majeure partie des produits destinés à la consommation des ouvriers provient de centres de production isolés et ne se présente pas au moins potentiellement comme produits directement sociaux, indivisibles, fond social de consommation collective (comme c'est le cas aujourd'hui : cantines, logements, gaz, électricité, transports, équipement, etc.) s'impose dans la réalité objective, comme dans la conscience des hommes, la nécessité d'une RETRIBUTION INDIVIDUELLE.

De même, tant que n'existe pas de façon suffisamment nette la domination réelle du capital, c'est-à-dire une force de travail globale, collective, indissociable, le travailleur se présente encore en partie, comme quantum de travail INDIVIDUEL (dans le procès de travail et dans sa propre conscience).

Enfin, à une époque où la diminution radicale de la journée de travail n'est pas une perspective immédiate (cf. plus haut), la généralisation de l'activité productrice ne peut s'effectuer autrement qu'en liant le travailleur individuel à son propre rendement.

"Le droit ne peut jamais être plus "élevé que l'état économique de la "société et le degré de civilisation qui y correspond" (26).

Comment concilier l'indispensable dissolution du salariat et de la forme marchande des produits avec ces impératifs ? Comment ne garder du salariat que sa "forme" de rétribution individuelle indispensable pour généraliser le travail associé moderne, tout en détruisant de fond en comble son contenu marchand (vente de la force de travail) ?

C'est à ce dilemme insoluble, qui ne fait qu'exprimer l'immaturation des conditions, que s'attaque Marx dans la "Critique du programme de Gotha". Il est impossible pour le prolétariat d'exercer sa dictature et de mener jusqu'au bout sa lutte de classe, tout en institutionnalisant un rapport salarial. Mais les racines objectives du droit et de la rétribution individuelle s'imposent à lui. Il faut une rétribution individuelle qui ne soit plus un salaire.

C'est dans une lettre privée, et après avoir exprimé son agacement à propos de toute la question du "partage" et l'obsession bornée des Lassalliens qu'il se sent tout de même contraint de répondre à ce problème (\*). Visiblement mal à l'aise, il est poussé à admettre "pour cette fraction des objets de consommation qui est encore répartie individuellement" (27) le critère de la répartition en fonction du travail.

Le travail concret de chaque ouvrier n'est pas mesurable. Il ne peut donc s'agir que du travail abstrait, c'est à dire du temps de travail. Chaque travailleur, qualifié ou non (\*\*), reçoit en échange d'une heure de travail, un bon représentant une heure de travail (moins les frais communautaires), bon avec lequel il peut puiser dans la masse des produits, l'équivalent du temps qu'il a fourni. Il ne

touche pas le produit de "son" travail, il reçoit une quote-part du produit du travail général correspondant à la part du temps qu'il a donné.

Marx ne se fait aucune illusion sur le caractère barbare de cette méthode comptable et bureaucratique qui exprime encore la lutte pour la vie dans la jungle de la société de classe. Ce droit "égal" est, comme tout droit, inégal, puisqu'il pose comme abstraitement équivalents des hommes inégaux par leurs capacités et leurs besoins. Cependant, il pense avoir ainsi franchi le Rubicon et avoir détruit l'échange et la marchandise, c'est à dire la loi de la valeur. On a une "forme" salariale, sans contenu salarial puisque la "valeur" du bon n'est pas déterminée par celle de la force de travail, mais par celle de l'heure sociale moyenne. On a une "forme" marchande des produits sans contenu marchand puisque leur "valeur" ne s'exprime plus par les prix, mais par un calcul direct du temps de travail socialement nécessaire. On a une "forme" argent (les bons) sans contenu argent, puisqu'ils ne fluctuent ni ne circulent et ne peuvent acheter les moyens de production :

"Les bons ne sont pas plus de l'argent qu'un ticket de théâtre".  
(28)

La loi de la valeur n'est plus qu'une coquille abstraite dont le noyau-- le temps de travail social nécessaire s'exerçant aveuglément sur les producteurs isolés par l'échange et la concurrence-- a disparu. Ainsi les racines de l'aliénation des producteurs à l'égard des moyens de production et dans leurs rapports réciproques sont éliminées et, avec elles, toute possibilité de reformation du capital. La propriété commune des moyens de production

(\*) Il faut vraiment être Althusser pour voir dans un des faux-pas les plus étonnants de Marx le "sommet de l'oeuvre de la maturité" !

(\*\*\*) On voit bien à quel point Marx, même dans sa vision fautive, s'élevait au-dessus des stalinien et trotskystes, partisans non seulement du salaire-argent, mais également de différences en fonction de la "qualification".

garantit qu'avec le développement des forces productives et la diminution de la fraction de biens consommés individuellement, les bons seront relégués au musée des horreurs avec les conditions qui les ont rendus à un moment nécessaires.

Ce raisonnement, apparemment impeccable, est resté, à notre connaissance, intact à sa source jusqu'à présent --sauf par ceux qui veulent carrément garder le salariat, l'argent, les marchés, comme les trotskystes ou ceux qui nient d'une façon ou d'une autre la nécessité d'une période de transition. Pourtant, tout indique que Marx lui-même n'attribuait pas une grande importance à cette construction abstraite, utilisée surtout pour réfuter "le produit intégral et le partage équitable" lassaliens. En outre, la gêne profonde dont il fait preuve à propos de cette question est révélatrice.

A peine a-t-il terminé sa démonstration, qu'il se hâte d'ajouter : "c'était de toutes façons une erreur de faire tant de cas de ce qu'on nomme le partage et de mettre l'accent sur lui". Il a déjà, en effet, établi que la fraction du produit qui est consommée COLLECTIVEMENT PAR LA COMMUNAUTÉ "GAGNE D'EMBLEE EN IMPORTANCE... ET S'ACCROIT A MESURE QUE SE DEVELOPPE LA SOCIÉTÉ NOUVELLE" (29). Comme pour compenser l'étrange échaffaudage des bons du travail qu'il vient de mettre sur pied, il exprime comme un regret d'avoir été amené sur ce terrain par la nécessité de répondre aux âneries lassalliennes :

"A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions... Le socialisme vulgaire a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter, pour cette raison, le socialisme comme tournant autour de la répartition. LES RAPPORTS REELS AYANT ÉTÉ DEPUIS LONGTEMPS ELUCIDES, A QUOI BON REVENIR EN ARRIÈRE ?" (30)

On cite souvent le passage du capi-

tal où la même idée des bons est exposée sommairement. Mais précisément, dans ce passage, il est encore plus clair que Marx ne se revendique nullement de façon principale de ce modèle abstrait et qu'il s'en sert surtout pour les besoins de sa démonstration.

"Le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale ; mais l'autre partie est consommée et par conséquent doit se répartir entre tous. Le mode de répartition variera suivant l'organisme producteur de la société et le degré de développement historique des travailleurs. Supposons (NB), pour mettre cet état de choses en parallèle avec la production MARCHANDE (NB), que la part accordée à chaque travailleur soit en raison de son temps de travail, (...) etc." (31)

Il veut expliquer que l'échange (donc le salariat) n'est plus nécessaire mais doit rendre cette vérité crédible à ceux qui, faisant toujours "le parallèle avec la production marchande", lui demandent : "comment les ouvriers vont-ils toucher les biens de consommation ?". En l'absence des conditions pour répondre, il cherche une image pour montrer qu'on peut assurer une rétribution individuelle sans le rapport salarial. Engels indique d'ailleurs nettement ce qu'il pense de ce genre de modèle dans "L'anti-Dühring", où, après avoir démolé les bons de Dühring, il tente d'expliquer pourquoi Owen y eut recours :

"Chez Owen, les bons du travail sont tout au plus un moyen de rendre le communisme plausible pour le public britannique". (32)

Si il fallait encore une preuve pour montrer qu'il s'agit d'un schéma pédagogique (malheureux et qui exprime une déviation), il suffirait de faire remarquer que Marx ne tente même pas de répondre à la question élémentaire : "Comment les ouvriers pourront-ils acheter leur nourriture sur le marché privé des paysans, s'ils n'ont pas d'argent ?". Si l'on veut donner des

bons aux petits producteurs, comment déterminer leur productivité "moyenne" ? Et même si l'on fixait un étalon en valeur d'usage (un kilo de boeuf = une heure), on défavorise le paysan pauvre (qui ne produit que 500 grammes de boeuf en une heure) au profit du riche. De toutes façons, comme les ouvriers achetaient encore la plus grande partie de leurs biens de base aux petits producteurs, la valeur des bons aurait fluctué selon l'offre et la demande, etc.

On comprend l'embarras évident qui perce dans ces passages. Marx a, en effet, consacré tout le début de "Misère de la philosophie" et des "Grundrisse" à réduire en poussière le concept même du bon horaire et la mesure directe du temps de travail par lui-même ("On ne peut mesurer le temps de travail par lui-même") (32). Il y traite --et à juste titre-- les bons du travail de:

- "Rêve de petit producteur",
- "Expression scientifique des rapports économiques de la société actuelle",
- "Supercherie, ineptie, fausseté",
- "Monnaie qui n'en rend pas les services". (33)

Voilà quelques tartes bien crémeuses en pleine figure pour les orthodoxes ! CES MEMES "BONS" QUE MARX PROPOSE COMME FORME TRANSITOIRE D'INSTRUMENT DE GENERALISATION DU TRAVAIL ET DE DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES, IL EN A, LUI-MEME FAIT UNE CRITIQUE DEFINITIVE ET SANS APPEL, établissant du même coup, contre les Proudhon et autres Gray qu'entre le salariat et la production communautaire qui implique une consommation collective, il n'y a pas de modèle intermédiaire de distribution, mais une lutte à mort entre deux tendances irréconciliables : la loi de la valeur et la production en fonction des besoins en valeurs d'usage (contingentes ou en abondance, peu importe ici).

On peut résumer brièvement les points importants de la critique de Marx contre les bons du travail. C'est nécessaire, parce que même ceux qui pensent que les bons ne sont plus valables aujourd'hui ne s'attaquent pas,

à notre connaissance à l'absurdité même de ce modèle du point de vue de la théorie marxiste de la valeur (cf. Invariance qui d'ailleurs les défendait dans son n°2 série 1 ; et Barrot).

La théorie de la mesure directe et scientifique des produits par le temps de travail (\*) part de l'illusion qu'un produit porte comme une qualité inhérente le temps de travail socialement nécessaire à sa fabrication. Mais le produit du travail se présente d'abord comme un objet précis, valeur d'usage, qualité concrète, incommensurable et dont rien n'indique combien de temps s'impose en moyenne à la société pour le fabriquer. Un produit ne porte pas sur le front sa "valeur", comme un attribut qui lui serait intrinsèque. La valeur de la marchandise n'est pas une qualité qui lui est propre. Elle est distincte de la marchandise elle-même. Elle est un rapport social général qui ramène à travers le procès anarchique du marché, le travail concret, particulier au travail général, social, moyen.

Un produit particulier du travail n'a pas, en tant qu'objet spécifique, de valeur, pour la simple raison que le travail concret qui l'a engendré, n'est pas, en tant que travail particulier, un travail social. Il devient social à travers l'échange marchand. Ce qui détermine la valeur d'une marchandise, ce n'est pas le temps de travail concret incorporé en lui, mais la moyenne globale du travail abstrait nécessaire à sa fabrication au moment où il est offert sur le marché. S'il m'a fallu une heure pour fabriquer une chemise et qu'au moment où je l'apporte sur le marché, le niveau de productivité sociale permet de la fabriquer en une  $\frac{1}{2}$  heure, j'ai travaillé  $\frac{1}{2}$  heure de trop et ma chemise ne "vaut" qu' $\frac{1}{2}$  heure. Du point de vue de la valeur, peu importe le temps réel, la sueur et l'art cristallisé dans la marchandise (ceci ne fait que remplir la condition qu'elle soit valeur d'usage) -- SEUL COMPTE LE TEMPS NECESSAIRE DETERMINE PAR LA PRODUCTIVITE GLOBALE DE LA SOCIETE, Ce temps de

(\*) A ne pas confondre avec le calcul par la société du temps qu'elle est prête à consacrer à telle ou telle activité (calcul de valeurs d'usage et de temps concret disponible)

travail abstrait n'existe pas dans le rapport immédiat entre producteur et produit, il ne s'établit qu'à travers le marché.

On voit donc tout de suite que l'"heure de travail" de tel ouvrier ou même de telle usine n'a aucun rapport avec l'heure moyenne. Rien n'indique au producteur si ce temps est nécessaire ou futile, s'il a dépassé le temps moyen ou s'il en est resté en deçà (34).

Mais nous allons voir concrètement l'impossibilité de la "calculer". L'absurdité du calcul du temps "moyen" ne fait qu'exprimer l'insupportable contradiction dans laquelle on s'empêtre dès lors qu'on veut faire de la loi de la valeur (temps de travail abstrait socialement nécessaire) un instrument de domination de la production par la communauté, alors qu'elle est le résultat de l'isolement des producteurs. La valeur est par définition un mouvement aveugle.

1) Si le travail n'est pas directement social, les bons sont impossibles. (C'est ce que Marx appelle "l'utopie du bon de travail dans le milieu actuel de production").

Avant de nous attaquer au modèle de Marx, voyons le premier cas. Si la société est encore une somme de producteurs isolés, d'entreprises autonomes, de nations non intégrées, etc., en un mot si le travail n'est pas directement social (ce qui implique que la consommation ne l'est pas), il n'y a aucun moyen de déterminer la mystérieuse Madame "Heure Moyenne".

-- Il est rigoureusement impossible dans une société où la productivité n'est pas uniforme dans chaque branche, de calcu-

ler le "temps nécessaire". En outre, il n'y a aucun moyen de déterminer "scientifiquement" qui, du camarade Stakhanov ou du camarade paresseux, dévie de ce fameux temps mythique. En l'absence d'une sanction sur le marché, à travers les prix, rien n'indique ce temps abstrait. Même la moyenne arithmétique des différents temps concrets n'est pas le temps socialement nécessaire, (puisque celui-ci est un mouvement perpétuel qui élimine précisément en permanence ceux qui sont sous-productifs, "paresseux", etc.)

-- Pour que le bon payé à l'ouvrier puisse "valoir" une heure, il faudrait "maintenir stationnaire la productivité de l'heure de travail" (35), ce qui est impossible, si l'on veut maintenir la reproduction élargie.

"Les bons suivraient la courbe ascendante du rendement du travail (...).  
"Le bon horaire représentant le temps de travail moyen ne correspondrait jamais au temps de travail effectué. Le temps de travail matérialisé dans une marchandise ne commanderait jamais une quantité égale de monnaie-travail et vice-versa. Il en commanderait plus ou moins, comme aujourd'hui, où chaque oscillation de valeurs de marché s'exprime en une hausse ou une baisse de leur prix." (36)

Marx a bien montré qu'on retomberait dans la même gadoue : spéculations sur les bons, etc. (\*)

-- Les ouvriers les moins productifs (soit par goût, soit parce qu'ils ont des machines moins modernes, ou, comme dans le Tiers-Monde, pas de machines) voleraient les ouvriers les plus productifs. Toujours

---

(\*) On nous dira, comme l'a fait la gauche hollandaise (37), qu'on peut imposer aux ouvriers de consommer immédiatement afin qu'il n'y ait pas spéculation sur les bons. La belle affaire que cette société "communiste" de la misère où les prolétaires ne pourraient consommer que des biens correspondant à des économies de courte durée ! A moins qu'on ne prévoit des banques de "change" qui échangeraient à date fixe les bons surévalués contre des bons dépréciés et dont naturellement les "heures" seraient payées par les ouvriers productifs, de même que celles des flics chargés de surveiller cet univers concentrationnaire.

en supposant des producteurs isolés, comment éviter que les plus productifs, soumis à un rythme beaucoup plus intense ne se révoltent contre cette situation en freinant la production, ramenant ainsi la productivité à un niveau plus bas.

-- Rien sinon une monstrueuse bureaucratie inconnue jusqu'à présent dans l'histoire de l'humanité ne pourrait empêcher chaque producteur ou unité de production de tricher, de déclarer des heures inutiles, de dégrader à l'extrême la qualité des produits, de se livrer à la spéculation, d'accumuler des produits. Il faudrait un Big Brother omniprésent, un corps de répression hypertrophié pour maintenir en vie la fiction de l'Heure-Raison-d'Etat. Rien, sinon un Etat Moloch pourrait assurer l'ordre, empêcher les producteurs de vouloir mettre la main sur des valeurs plus sûres que ces tickets dérisoires.

Une société de producteurs "autonomes" ressusciterait inévitablement un marché et donc les lois de l'échange (offre et demande, équivalent général, valeurs réelles pour couvrir les bons). Les entreprises qui ne tiendraient pas le coup, feraient faillite, les ouvriers "paresseux" seraient licenciés, formant ainsi une masse prête à vendre sa force de travail. L'heure moyenne, c'est l'impitoyable marché qui la déterminerait.

"De même que l'isolement des producteurs crée l'échange, l'échange réel des produits crée leur valeur d'échange et celle-ci crée l'ARGENT (...)" (38)

Et ajouterons-nous : argent + force de travail libre + moyens de production modernes = CAPITAL.

2) Si le travail est directement social -- à quoi servent les bons individuels ?

On nous répondra que Marx a en vue, non une société de producteurs isolés, mais que la communauté des moyens de production est établie. Faisons remarquer d'abord qu'au XIX<sup>e</sup>, une telle possibilité était exclue avant un long développement des forces productives et Marx-Engels l'ont répété à satiété.

Mais concédons qu'à ce moment, il devient théoriquement "possible" de calculer approximativement et au prix de calculs cauchemaresques, une "heure moyenne" quelconque. Encore faudrait-il poser le problème : quels sont les critères de ce qui est "socialement nécessaire" ? Et si on nous répondait "ce que les hommes détermineront librement", nous dirons qu'il s'agit alors de l'heure concrète, qui diffère selon les activités, les individus ! Mais de plus, nous allons voir quelques unes des conditions nécessaires à ce calcul qui le rendent parfaitement inutile. Marx lui-même dans les "Grundrisse" écrit :

"On ne peut satisfaire la revendication (des bons du travail) que dans des conditions où elle ne se pose pas" (travail directement social, communauté des moyens de travail). (39)

Il faudrait :

-- un calcul planifié à l'échelle mondiale, utilisant la participation permanente et unifiée de toute l'humanité pour suivre pas à pas chaque transformation de la productivité et la répercuter à travers des millions d'opérations sur chaque partie du processus de production;

-- une délibération permanente de l'assemblée de la communauté sur les conséquences de ces transformations, ce qui suppose une collectivité soudée comme un bloc, où les individus, libres et conscients, parviennent volontairement et spontanément à établir un lien dialectique permanent (dans les deux sens) entre "l'heure moyenne" et leur "heure";

-- une distribution uniforme des moyens de production et la fin des inégalités de productivité. Une planification mondiale des quantités de temps de travail;

-- enfin, une insouciance totale de chaque "producteur" quant à la liaison entre ce qu'"il" produit et ce qu'"il" consomme sans quoi le calcul serait faussé par son inévitable tendance à "tricher";

On voit immédiatement qu'il s'agirait là d'une société ayant atteint la com-

munauté intégrale des moyens de production donc la distribution intégralement socialisée grâce au caractère communautaire du produit, la suppression de toute indépendance des producteurs et entreprises. Et c'est à une telle communauté qu'on voudrait imposer ce fatras préhistorique de paperasses, de contrôle, de "stimulants" individuels. C'est à cette collectivité indivisible qu'on voudrait imposer ces ridicules calculs sur "mon" temps de travail, alors que déjà, dans la barbarie actuelle, "l'industrie moderne dissimule la part de chacun dans le produit total". C'est à cette communauté qu'on voudrait jouer la vieille rengaine de "ma" consommation, concept qui paraît déjà absurde à l'heure actuelle !

C'est une telle association d'hommes libres et créateurs qu'on voudrait contraindre à uniformiser les produits du travail d'une façon encore plus totalitaire que dans la misérable société actuelle. (En effet, à partir du moment où les hommes voudraient créer une diversité infinie de valeurs d'usage, de biens concrets par l'art, le fini, etc., l'heure moyenne, le temps abstrait nécessaire seraient pulvérisés).

Et cette communauté où les produits sont de simples valeurs d'usage directement collectives, on voudrait l'emprisonner dans le corset étriqué du "partage" individualiste. Autant vendre aux fleurs, de l'air pur en sacs "répartis". Une communauté indissoluble dans la production et un amas de volontés égoïstes dans la distribution -- voilà le fin mot des bons du travail.

Nous ne nions pas, on le verra, le contingentement, dans la phase inférieure

du communisme, pas plus que l'obligation au travail (si nécessaire). Mais d'emblée, la tendance est communiste : contrôle et contingentement sont collectifs et effectués en fonction des besoins sociaux, en valeurs d'usage et en travail concret (peine, difficulté, intérêt, épanouissement, fatigue, etc.). Ceux qui s'appuient sur la relative pénurie de certains biens pour justifier le salariat justifient à jamais le salariat puisqu'il reproduit le capital et donc la pénurie.

Dans le communisme, qu'il soit inférieur ou supérieur (\*), le travail est directement social, il constitue d'emblée un élément de la production générale, communautaire, et alors ce n'est plus l'échange qui lui donne un caractère général (...) C'EST SON CARACTERE COMMUNAUTAIRE QUI DETERMINERAIT DIRECTEMENT SA PARTICIPATION A LA PRODUCTION. D'EMBLEE, LE PRODUIT SERAIT GENERAL ET COLLECTIF" (40). Si tel est le cas, il n'y a plus lieu de "mesurer" les produits d'après le temps de travail et de déterminer la consommation de façon individuelle en fonction de ce critère. Engels avait raison quand il disait :

"Certes, la société sera obligée  
"de savoir combien de travail il  
"faut pour produire chaque objet  
"d'usage. Ce sont les effets utiles  
"des divers objets d'usage pesés  
"entre eux et par rapport aux quan-  
"tités de travail nécessaires à  
"leur production qui déterminent  
"le plan" (41).

Il a raison quand il voit que le temps continue à jouer un rôle de comptabilité, mais il faut ajouter qu'il s'agit du

(\*) Nous verrons dans notre 3ème partie le problème de l'intégration par le mouvement communiste inférieur des secteurs non immédiatement socialisables (paysans, etc.). Disons simplement ici que les "bons" ne donnent aucune réponse à ce problème, alors que nous pensons que notre vision permet de donner une hypothèse solide, fondée sur l'état de l'économie actuelle : l'organisation, par le mode de production communiste naissant, de la lutte de classe à la campagne, de la collectivisation de l'agriculture et du dépérissement du marché intérieur de ce secteur (ceci se fonde sur plusieurs facteurs : dépendance technologique et semi-prolétarianisation de la grande masse des paysans, surpopulation relative et productivité industrielle inutilisée, etc.).

temps CONCRET et non du temps abstrait, du temps "pour chaque objet d'usage" et non d'un temps "moyen".

Dès le communisme inférieur, il suffit de mettre en équation le temps disponible de la communauté (le temps concret qu'elle est disposée à consacrer) et ses besoins en valeurs d'usage collectifs (exprimé en unités de mesure physique, tonnes, kw/h, etc.). Si il y a encore besoin de mesurer le temps nécessaire à la fabrication, ce n'est pas pour mesurer les produits ou la consommation, qui sont collectifs, mais parce que la communauté devra déterminer de façon planifiée, combien de temps elle juge utile de consacrer à produire telle ou telle valeur d'usage.

"Tout cela diffère fondamentalement  
"des (...) travaux et produits du  
"travail par le temps de travail"  
(41 bis)

La communauté détermine collectivement non pas l'heure moyenne impitoyable mais l'heure qu'elle désire, non l'heure abstraite, mais l'heure concrète qu'elle est prête à consacrer à telle ou telle activité : deux heures dans les mines de sel, trois heures dans les égouts, six heures dans la recherche, nuit et jour pour l'activité révolutionnaire, etc. Les deux paramètres sont l'utilité du produit et la qualité de l'activité. Ce n'est pas le temps social nécessaire qui détermine la consommation, c'est au contraire la consommation (besoins) qui détermine le calcul du temps que la société va consacrer à telle ou telle production (en attendant que le développement libre des forces productives fasse du travail le premier besoin vital de l'homme et abolisse ainsi la séparation rigide entre production et consommation).

"L'usage ne serait plus déterminé  
"par le minimum de temps de production, mais le temps de production  
"qu'on consacrerait aux différents  
"objets serait déterminé par leur  
"degré d'utilité sociale". (42)

Toute mesure individuelle de la satisfaction des besoins en fonction d'un "calcul" de la part abstraite de chacun au tra-

vail devient absurde. Il n'y a plus de problème de "distribution individuelle" parce que celle-ci est

"assurée par les conditions de la  
"production au sein desquelles l'individu travaille" (43)

C'est parce que, dans notre société, c'est un rapport indirect et contingent qui relie le producteur au produit, qu'il ne peut y avoir d'appropriation directe et collective du produit et qu'entre la production et les produits se place la distribution -- l'échange.

oooOooo

La théorie des bons s'annonce comme une expression de la revendication utopique du petit producteur : "à travail concret égal, partage du produit social égal !" Mais la production sociale a éliminé le travailleur isolé ; à la force de travail individuelle ou corporative, s'est substituée la force de travail globale ; la socialisation de la production a jeté les bases pour que le produit revête d'embellie une forme collective INDIVISIBLE. Dans ces conditions, le calcul du temps de travail individuel et le partage deviennent des tentatives réactionnaires de plaquer sur les forces productives sociales une forme de parcellisation dépassée.

Cependant, il faut pénétrer plus loin dans la pensée de Marx-Engels pour saisir l'ampleur de la contradiction dans laquelle ils se trouvent.

## **socialisation mondiale contre étatismisme national**

Le communisme est un mouvement social et mondial. C'est pourquoi il ne révolutionne pas la société à travers l'Etat et ne mène pas son action sur le terrain de la nation. Chez Marx-Engels, il y a une contradiction entre la vision du communisme comme

socialisation universelle des forces productives et les illusions étatistes et nationales qu'on peut trouver dans certains écrits. Ils ont fait la critique de l'Etat, mais l'Etat reste un organe progressif pour la bourgeoisie montante et, de plus, se présente en apparence comme un instrument "d'organisation" supérieur des forces productives. Ils ont fait la critique de la nation, mais la nation reste un cadre progressif.

C'est pourquoi, sous la pression de l'époque, ils ont succombé, par endroits, à la mystification selon laquelle la propriété étatique (c'est-à-dire PRIVÉE) constituerait le "moyen formel" (Engels) de la socialisation. C'est aussi pourquoi il leur arrive de désigner le cadre national comme lieu où pourrait commencer l'élimination de l'anarchie marchande. Bévues, concessions à l'idéologie dominante ou compromis pédagogique - ces erreurs n'en pèsent pas moins sur le mouvement prolétarien, car elles ont permis aux bourgeois nationalistes et étatistes de dépouiller le marxisme de sa substance et de s'en réclamer.

Nous laissons volontiers à la mafia social démocrate et stalinienne ces erreurs, de même que nous leur abandonnons le marteau et la faucille, le chant de l'"Internationale" et autres fétiches récupérés. Mais il revient aux révolutionnaires actuels d'épurer la théorie prolétarienne de ces scories. Pour paraphraser Marx, ce à quoi nous avons affaire c'est à une théorie communiste qui s'est développée, non sur des bases propres (conditions de la révolution sociale), mais telle qu'elle s'élabore au sein d'une société capitaliste à son apogée. Une telle théorie porte fatalement plus qu'aujourd'hui la marque du vieux monde.

Il faut opposer à ces erreurs la critique communiste commencée par Marx-Engels eux-mêmes, à l'égard de la nation et de l'Etat. C'est important, parce que toutes les conceptions contre-révolutionnaires "d'Etat ouvrier", de "nation socialiste" (Staline), de "transition vers le socialisme dans un seul pays" (Trotsky), de "nationalisations", "étatisations" se nourrissent pieusement des bourdes de Marx et Engels. Nous ne pouvons ici que résumer.

1) L'idée que la nation puisse constituer le terrain de la révolution sociale et qu'on

pourrait entreprendre les tâches de la première phase du communisme autrement que sur le terrain universel est en contradiction flagrante avec le contenu même de ce mouvement: élimination de l'échange, de la production pour le marché, des entreprises comme unités juridiques autonomes, des nations. La révolution communiste ne peut commencer sa véritable action qu'à l'échelle mondiale. Elle reste essentiellement politique tant qu'elle n'a pas trouvé sa piste d'élan: la planète toute entière. La nation est l'expression et le produit du capharnaüm marchand et ne saurait être le lieu de destruction de la marchandise et de la constitution d'une communauté humaine. La communauté nationale c'est le capital. Il est impossible, dans une nation, d'éliminer les deux faces de la production capitaliste: le salariat et le marché, puisque subsistent, à l'échelle mondiale, la compétition et la loi de la valeur.

2) Disons d'abord que l'Etat, instrument de domination politique, de conservation du statu-quo, institution séparée de la société, N'EST PAS UN ORGANE DE BOULEVERSEMENT SOCIAL POUR LE COMMUNISME. "là où émergent son but propre, son âme, le socialisme rejette l'enveloppe politique".(44)

Tant qu'existent des classes, des institutions de type étatique tendront inévitablement à se reformer. Cela, c'est une chose. Mais on ne peut attribuer à ce mal nécessaire, ces vestiges du passé, la fonction SOCIALE DE COMMUNISER LA SOCIÉTÉ. Cela, seul le prolétariat, classe sociale qui ne crée pas une sphère séparée pour dominer la société, mais tend au contraire, en s'affirmant, en intégrant à lui l'humanité et donc en se dissolvant, à créer une prise "ouverte et sans détour des forces productives par toute la société" (45) - seul le prolétariat dont la dictature n'est qu'un moment de sa propre négation et de la constitution d'une communauté humaine, peut le réaliser. Ce processus tend d'emblée à faire dépérir l'Etat qui, même lorsqu'il est nécessaire encore reste un corps étranger à l'"âme" du socialisme, à son "but propre".

Sur la question de l'Etat, ce qui

nous distinguons des anarchistes, ce n'est pas que nous verrions une vertu là où ils voient le "Mal". Nous ne sommes pas plus "pro" Etat que nous ne sommes "anti" Etat. Nous nous contentons de reconnaître que tant qu'on n'aura pas déraciné entièrement les fondements de l'Etat (les classes, la division sociale du travail, l'échange, etc), le monstre tendra à se reformer, à suinter par tous les pores de la société. Le communisme dépasse l'Etat, non en le niant abstraitement, mais au contraire en poussant aux mesures sociales concrètes qui en sapent la base.

Mais il y a plus encore. L'idée que la prise en mains par l'Etat des moyens de production va dans le sens du communisme est radicalement fautive. Marx pouvait au XIX<sup>e</sup> siècle tomber dans cette illusion, parce que par rapport à l'anarchie des capitalistes individuels, la trustification et l'étatisation apparaissaient comme une "organisation" supérieure, une sorte de "pont" vers la socialisation. D'où l'idée qui sera défendue par la social-démocratie, capitalisme d'Etat = anti-chambre du socialisme.

Pourtant, comme nous l'avons vu, l'"organisation", la "planification" par l'Etat ne constituent en rien une transition vers le socialisme. Ce n'est que l'organisation du capital, c'est-à-dire la "planification" bureaucratique de l'anarchie marchande. Le socialisme ne s'appuiera pas sur cette organisation-là pour organiser la société. Il commencera d'abord par la désorganiser, renverser radicalement ses tendances, et reprendre ses forces productives pour les transformer de fond en comble et les réorganiser de façon communiste. Car si l'Etatisme apparaît superficiellement comme organisation dans le cadre national, à l'échelle mondiale qui est celle du communisme, elle se présente comme un emprisonnement des forces productives, une perpétuation de l'anarchie, de l'autarcie et de la division de la société humaine.

Entre capital d'Etat et communisme, il y a un renversement complet de tendance, une désorganisation révolutionnaire. La propriété étatique est une propriété privée à l'égard des travailleurs et à l'égard des autres propriétés (la propriété n'existe que parce qu'elle exclut quelqu'un). L'abolition du travail salarié et du marché n'est pas une

affaire d'Etat, elle est affaire d'une action de la classe sociale des prolétaires sur les forces productives, les rapports de production, sur elle-même et sur les autres classes.

C'est une tâche essentielle aujourd'hui de faire la critique impitoyable de tout étatisme et de toute vision "internationale". La moindre concession à cet égard est une arme aux mains du capital.

Ces éléments pour une critique des erreurs du mouvement au siècle passé ne prétendent pas être exhaustifs. Mais ils nous ont permis de déblayer quelques obstacles:

- les bons du travail, et, plus généralement l'idée d'un "mode de production" transitoire,
- la "transition vers le socialisme sur un terrain national,
- les "nationalisations", "étatisations" comme moments de la communisation de la société.

Nous pouvons maintenant nous attaquer au but essentiel de notre étude: la détermination des conditions matérielles actuelles et des tendances les plus nettes de la transformation communiste, la possibilité et la nécessité de la révolution sociale:

COMMUNISME OU DESTRUCTION DE L'HUMANITE.

Hembé (à suivre).

- (1) Marx-Engels : l'Idéologie allemande, page 38 (Editions sociales) : "Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes..."
- (2) Marx : Grundrisse I, page 99 (Anthropos).
- (3) Id., ibid., page 365.
- (4) Marx : le Capital, I, chap. 6, pages 162 et suivantes (coll. 10/18).
- (5) Luxembourg : l'Accumulation du capital. Marx cerne presque le problème dans le livre II du Capital et dans les Grundrisse.
- (6) Id. : Réforme ou révolution.
- (7) Marx : Grundrisse, I, page 365.
- (8) Id., ibid., page 36.
- (9) Voir Engels dans sa préface aux Luttes de classes en France : "Le degré de développement économique sur le continent était bien loin d'être assez avancé pour permettre la liquidation du mode de production capitaliste et la preuve en est la révolution technique qui, depuis 1848, s'est étendue à travers tout le continent et, à elle seule, a introduit effectivement la grande industrie".
- (10) Engels : la Guerre des paysans.
- (11) Pour la définition de la "domination réelle" et "formelle", voir le Capital, I, chap. 6, page 191 sqq. Notons ici que, contrairement à ce que semblent laisser entendre Invariance et Mouvement communiste, il ne s'agit pas de deux périodes historiques rigidement séparées, mais d'un mouvement continu vers la domination réelle sur la base de la domination formelle (qui reste toujours la base et ne disparaît jamais). Cependant, ils ont saisi une vérité quand ils associent la domination réelle au XX<sup>e</sup> siècle, parce que c'est effectivement à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> qu'elle connaît son accélération qualitative et décisive, qu'elle devient le phénomène central de toute la société humaine, et c'est au cours du XX<sup>e</sup> qu'elle révèle vraiment toutes ses conséquences, son inhumanité.
- (12) Luxembourg : Réforme ou révolution.
- (13) Marx-Engels : le Manifeste communiste.
- (14) Id., ibid., page 68 (Sociales).
- (15) Engels : le Catéchisme communiste.
- (16) Id., ibid.
- (17) Id. : la Question du logement, page 103.
- (18) Marx : la Guerre civile en France.
- (19) Marx-Engels : le Manifeste communiste.
- (20) Engels : le Catéchisme communiste.
- (21) Quand la gauche italienne parle de révolution double, aujourd'hui, non seulement elle se trompe de siècle, mais, de plus, elle évoque une hypothèse plausible au XIX<sup>e</sup> mais qui ne s'est nielle part et jamais réalisée. On cite souvent 1917, mais précisément février 1917 n'était pas une révolution bourgeoise, mais un changement de personnel politique de l'Etat tsariste bourgeois, pour faire face à la seule révolution à l'ordre du jour : la révolution prolétarienne.
- (22) Marx : Critique du programme de Gotha.
- (23) Id., Grundrisse, I, page 256.
- (24) Id., Critique du programme de Gotha.
- (25) Id., le Capital, I, chap. 1, page 90.
- (26) Id., Critique du programme de Gotha.
- (27) Id., ibid.
- (28) Id., le Capital, I, chap. 1, page 104.
- (29) Id., Critique du programme de Gotha.
- (30) Id., ibid.
- (31) Id., le Capital, I, chap. 1, page 90.
- (32) Id., Grundrisse, I, page 72.
- (33) Id., Misère de la philosophie.
- (34) Ce raisonnement se trouve dans Misère... chap. 1, et dans les Grundrisse, pages 54 à 110. Ceux qui prendront la peine de les lire verront que nous n'avons rien inventé dans notre démonstration.
- (35) Marx : Grundrisse, I, page 69.
- (36) Id., ibid., pages 70 et 73.
- (37) Principes de la production et de la distribution communiste (I.C.O.).
- (38) Marx : Grundrisse, page 82.
- (39) Id., ibid., page 110.
- (40) Id., ibid., page 109.
- (41) Engels : l'Anti-Dühring.
- (41 bis) Marx : Grundrisse, page 111.
- (42) Id., Misère de la philosophie.
- (43) Id., Grundrisse, page 110.
- (44) Id., "Gloses marginales..."
- (45) Engels : l'Anti-Dühring.

# REUNIONS OUVERTES

## LA DECADENCE

La réunion ouverte de février 1974 de la section parisienne de Révolution Internationale a traité de "la décadence du capitalisme".

L'exposé introductif a insisté sur l'importance de cette question. C'est sur la base de la caractérisation de la période qui s'ouvrait avec la première guerre mondiale que s'est faite la rupture entre la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationale. Pour les partis de la II<sup>e</sup> Internationale, le capitalisme continuait à se trouver dans sa phase ascendante, ce qui justifiait le réformisme et rejetait aux calendes grecques la révolution prolétarienne. Pour la III<sup>e</sup> Internationale, au contraire, "l'humanité était entrée dans l'ère des guerres et des révolutions", ce qui impliquait une rupture avec les anciennes tactiques du mouvement ouvrier et faisait de la préparation de la révolution la tâche immédiate de l'avant-garde de celui-ci.

Si, donc, dans les années 1920, la reconnaissance de la décadence du capitalisme était relativement claire dans la tête des révolutionnaires, un demi-siècle de contre-révolution, d'une part, et le "boom" qu'a connu l'économie capitaliste dans la période de reconstruction après la deuxième guerre mondiale, d'autre part, ont jeté la plus grande confusion sur cette question. C'est ainsi qu'on peut voir, aujourd'hui, un certain nombre de courants, dont les positions les situent sur un terrain de classe, rejeter toute théorie de la décadence et, par là même, toute possibilité de cohérence dans leurs positions.

Le rejet de la théorie de la décadence signifie en fait le rejet du matérialisme historique. Celui-ci nous enseigne, en effet, que "les rapports de production correspondent à un degré donné du développement des forces productives", et qu'"à un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants" (Marx). Dans une telle période, et dans les sociétés de classes, la classe exploiteuse tend à maintenir en vie un système économique devenu caduc, mais qui est la base de sa position dominante dans la société. Pour tenter de survivre en faisant survivre le système qui conditionne son existence, elle engage toutes les forces dont elle dispose, et principalement l'Etat. Tant que la classe révolutionnaire n'est pas en mesure de renverser ce pouvoir, se poursuit la décadence d'un système dont la persistance ne se justifie plus économiquement. C'est ainsi que la décadence de l'Empire romain se situe entre le moment où le mode de production esclavagiste est devenu économiquement caduc et celui où il a pu être remplacé par le mode de production féodal. C'est ainsi également que la décadence féodale, commencée au XI<sup>e</sup> siècle, se poursuit jusqu'à l'accession de la bourgeoisie au pouvoir.

Les périodes de décadence se caractérisent essentiellement par :

1. Un freinage brutal du développement des forces productives, ce qui se traduit, au niveau des superstructures, par :
2. Une crise de l'idéologie de la classe dominante ;
3. L'intensification des luttes de la classe exploitée ;
4. Un développement des conflits entre fractions de la classe dominante ;
5. Un développement monstrueux du rôle de l'Etat, lequel doit maintenir l'ordre contre la classe exploitée et entre fractions de la classe régnante, et maintenir de force en place des structures économiques historiquement dépassées.

Dans la décadence du capitalisme, ces caractéristiques prennent la forme de :

1. Crises économiques, économie de gaspillage et destructions massives par les guerres ;
2. "Crise de civilisation", décrite par tous les Malraux du monde ;
3. Révolutions prolétariennes (1917-1923) ;
4. Guerres entre nations ;
5. Tendances au capitalisme d'Etat, sous ses formes fasciste, stalinienne ou keynésienne.

---

La discussion a porté sur les différentes théories de la décadence du capitalisme (rétrécissement des marchés extra-capitalistes ou baisse tendancielle du taux de profit) ainsi que sur la fonction de l'économie de guerre dans cette période. Mais une insistance particulière a été mise sur les implications qu'avait pour la classe ouvrière l'entrée du système dans sa phase de décadence.

### 1. Le réformisme n'est plus possible.

Pour la classe ouvrière, il n'est plus question de s'aménager une place au sein du système, mais de le détruire. Elle ne peut donc plus contracter d'alliances de quelque sorte qu'elles soient avec des fractions de la bourgeoisie, ce qui doit lui faire rejeter le "frontisme", l'appui aux luttes de libération nationale, la participation aux parlements et à tous les organes permanents d'aménagement de sa situation (syndicats et partis de masse).

### 2. Seule la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour.

C'est la seule perspective "réaliste" que les révolutionnaires peuvent donner aujourd'hui.

En résumé, on peut dire que, de la même façon qu'on ne peut pas reconnaître la décadence sans rompre non seulement partiellement (comme l'I.C. et certains trotskystes aujourd'hui) mais totalement avec le programme de la II<sup>e</sup> Internationale, on ne peut pas défendre valablement les positions révolutionnaires (comme le voudraient certains courants d'ultra-gauche tels l'ex-Gauche marxiste ou le GLAT) sans s'appuyer sur la théorie de la décadence.

---

## LE CAPITALISME D'ETAT

La réunion de mars a été consacrée au capitalisme d'Etat. Comprendre les différents aspects de cette question théorique complexe n'a pas été chose facile pour le mouvement révolutionnaire depuis 1917, comme l'exposé l'a démontré.

Au coeur du problème se trouve la nécessité de voir le capitalisme d'Etat comme la tendance générale, dominante, dans le capitalisme depuis 1914. La tendance vers l'étatisation est l'expression de la crise permanente du système capitaliste, son seul moyen de survivre dans sa phase de décadence.

Dans le contexte de la saturation relative des marchés, chaque capital national doit se replier sur l'Etat et tendre à fusionner avec lui pour pouvoir se défendre contre les autres puissances, pour pouvoir s'imposer sur le marché mondial.

Depuis son apparition, la tendance vers le capitalisme d'Etat est devenue synonyme d'économie de guerre permanente. Face à la crise économique du système, cette tendance s'est exprimée aussi bien dans le Front populaire, en France, et le New Deal, aux USA, que dans le fascisme et le stalinisme. L'intervention croissante de l'Etat dans l'économie nationale pour soutenir les secteurs moins rentables, pour assurer un certain "plan" national de l'industrie, pour effectuer les manoeuvres monétaires nécessaires, pour mieux intégrer les syndicats afin de contrôler la force ouvrière, sont autant d'indications que la tendance vers le capitalisme d'Etat existe partout dans le monde, à l'est comme à l'ouest. Les pays dits "socialistes" sont simplement l'expression de cette tendance plus loin, jusqu'à la nationalisation de la majeure partie de l'économie nationale. Mais loin d'être un "nouveau système", comme l'a prétendu le Socialisme ou Barbarie, ou un dépassement de la loi de la valeur, comme le prétend Mattick, les régimes de l'Est s'inscrivent dans le cadre général du capitalisme décadent.

Nous avons insisté sur le fait que le capitalisme d'Etat ne fait pas surgir une "nouvelle classe". Les exécutants de cette tendance (bureaucratie en URSS, armée au Pérou et en Bolivie, front populaire au Chili, fonctionnaires de l'Etat, intellectuels, etc.) ne font que traduire l'intérêt général du capital national.

Les révolutionnaires du passé avaient du mal à se dégager de l'idée que l'élimination juridique de la propriété individuelle en faveur de la nationalisation des moyens de production ne veut pas dire "socialisme". Nous pouvons constater aujourd'hui que l'étatisation ne change rien au fond des rapports de production capitalistes et que les fonctionnaires de l'Etat remplissent la même fonction par rapport au capital que la bourgeoisie individuelle. La propriété reste privée vis à vis des ouvriers (travail salarié) et vis à vis des autres capitaux (marché mondial).

La tendance vers le capitalisme d'Etat n'est nullement limitée aux pays sous-développés. Dans les grandes métropoles capitalistes, cette tendance s'exprime par une fusion graduelle de la vieille bourgeoisie et de l'Etat (en Angleterre, en France, aux Etats-Unis). Au fur et à mesure que la crise s'accroît, la tendance vers le capitalisme d'Etat s'accroît dans ces pays. Dans les pays sous-développés, qui sont moins armés face à la crise, la nécessité de l'étatisation s'exprime plus brutalement et violemment. Mais elle ne représente pas pour autant une solution à leur situation économique.

---

La discussion qui a suivi l'exposé a tourné essentiellement autour de la question : "Pourquoi le capitalisme ne peut-il pas aller vers l'unité mondiale et aboutir à un seul capitalisme à l'échelle de la planète ?"

En effet, le capital national peut éliminer certains aspects de la concurrence à l'intérieur du pays et se concentrer autour de l'Etat. Mais, étant un système fondé sur l'exploitation, sur la division en classes et sur la concurrence au niveau mondial, le capitalisme ne peut pas dépasser le cadre de la nation. Il est facile de constater que toutes les tentatives de créer une "coopération" entre les Etats ont échoué : ONU, Marché commun, etc. Le capitalisme peut créer un marché mondial mais ne peut, dans sa période de déclin, qu'aller vers l'autarcie, c'est-à-dire, vers le capitalisme d'Etat.

Quant aux sociétés multinationales, qui semblent pour certains quelque chose de nouveau niant la tendance vers l'étatisation, la discussion a montré que, en réalité, ces sociétés multinationales ne sont que la continuation de la tendance vers la monopolisation, commencée dès le XIX<sup>e</sup> siècle. En fait, dans le capitalisme décadent, les sociétés multinationales sont attaquées et profondément freinées dans leur développement par la tendance dominante : celle vers le capitalisme d'Etat.

Le capitalisme d'Etat n'est pas une "rationalisation" du capital ou un nouveau système dans l'Histoire. Cette tendance est l'expression même de la barbarie du système en l'absence de la solution prolétarienne à la crise historique du capitalisme.

---

# REVOLUTION INTERNATIONALE

**MARXISTES**, les positions que nous défendons tentent de synthétiser l'expérience pratique et théorique du prolétariat. Le fondement objectif de ces positions réside dans le caractère de la période qui s'ouvre avec la première guerre mondiale : **LA CRISE HISTORIQUE DU CAPITALISME, LA DECADENCE**.

Le prolétariat ne peut plus s'aménager une place au sein du système. Il est contraint de s'affirmer comme classe révolutionnaire, destructrice du capital. C'est la nature même de ce mouvement qui détermine les positions de classe que nous défendons et qui les relie en un tout cohérent.

## LA REVOLUTION COMMUNISTE

L'"autogestion", le "contrôle ouvrier", les nationalisations sont des mystifications qui ne vont pas dans le sens de la destruction du rapport capitaliste. Le communisme, c'est la **DESTRUCTION DU SALARIAT ET DE LA PRODUCTION MARCHANDE** (compétition, nations, entreprises) A L'ECHELLE MONDIALE.

Ce bouleversement ne pourra être réalisé sans la destruction mondiale de l'Etat bourgeois et la **DICTATURE DU PROLETARIAT**. Cette dictature sera l'oeuvre de la classe elle-même, qui, pour se nier devra s'affirmer en tant que classe unifiée et consciente, organisée de façon indépendante (conseils ouvriers).

Dans ce mouvement, la fonction spécifique du **PARTI MONDIAL** qui se constituera en période révolutionnaire n'est ni de "représenter" la classe, ni de s'y substituer. Le parti est une fraction du mouvement qui agit en son sein, afin que le mouvement se hisse par la praxis à la hauteur de ses tâches communistes.

## LES POSITIONS DU PROLETARIAT

Les pays dits socialistes sont des pays capitalistes à forme étatisée.

Les syndicats sont devenus des organes d'embrigadement de la classe ouvrière et devront être détruits par la lutte de classe.

Toutes les tactiques de "front unique", "front antifasciste" etc, consistant à établir des alliances momentanées entre les travailleurs et des fractions de la bourgeoisie n'ont pu et ne peuvent bénéficier qu'à la classe dominante.

Les prétendues "lutttes de libération nationale" n'ont rien de prolétarien et sont devenues uniquement des moments de la guerre entre puissances impérialistes où les prolétaires n'interviennent que comme chair à canon.

Les partis sociaux-démocrates, les P.C, les groupes "gauchistes" ne sont que des fractions de gauche du capital et le prolétariat devra les considérer comme tels.

## NOTRE FILIATION

Nous nous réclamons, de façon critique, de la réémergence révolutionnaire des années 1917-1920 qui trouve son expression partielle dans le premier congrès de l'Internationale communiste (1919), ainsi que des réactions prolétariennes à la contre-révolution qui ont surgi ultérieurement (gauches d'Allemagne-KAPD-, d'Italie, de Hollande, de Bulgarie, "Groupe ouvrier" russe etc.).

Cependant si nous reconnaissons l'importance des gauches communistes européennes, nous pensons qu'il faut dépasser leur apport indispensable, mais limité.

## NOTRE ACTIVITE

Face à la CRISE qui s'approfondit depuis la fin de la période de "reconstruction" (1967/1968), nous nous fixons pour tâches :

1) de reprendre l'inévitable approfondissement théorique qu'exige la résurgence mondiale de la lutte de classe après cinquante années de contre-révolution.

2) d'intervenir de façon organisée dans cette reprise de la lutte de classe et dans le processus de cristallisation d'une fraction communiste internationale.